

LE DEVOIR

Vol. LXXXIV - No 252

MONTREAL, LE LUNDI 1^{er} NOVEMBRE 1993

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

L'Halloween, païenne, chrétienne et ambiguë

Stéphane Baillargeon

Hier, à l'occasion de l'Halloween, les rues du Québec ont fait un bond de plus deux mille ans dans le temps, en s'animant aux bruits et aux fureurs d'un peuple d'infâmes créatures, fées, sorcières ou diabolins, venues tout droit du passé païen de l'Occident.

Mais, aujourd'hui et demain, l'Église et les croyances catholiques reprennent leur droit à l'occasion de la Toussaint et du Jour des morts.

Ces fêtes sont étymologiquement, historiquement et chronologiquement liées.

La fête de «tous les saints» du 1er novembre et celle de l'*All Hallows' Eve* du 31 octobre se suivent au calendrier et puisent leur sources dans des traditions païennes et des récupérations chrétiennes.

La Toussaint, que l'on fête aujourd'hui dans toute la chrétienté, trouve ses origines dans la Rome antique où trônait le Panthéon, temple dédié, en l'an 28 avant le Christ, à «tous les dieux connus et inconnus».

Au début du VII^e siècle, le pape Boniface IV consacra le monument pré-chrétien à sainte Marie et à tous les saints martyrs. L'anniversaire fut longtemps célébré le 13 mai.

On déplaça la date au jour d'aujourd'hui un siècle plus tard, pour la faire coïncider avec une fête similaire et concurrente célébrée en Angleterre. Dès le XI^e siècle, on commença aussi à fêter le «Jour des morts» le lendemain, comme en fondu enchaîné.

Cette connivence n'est pas fortuite, puisqu'aux origines de l'Église, le culte des saints est né de celui des martyrs dont on commémorait l'anniversaire de la mort-naissance au Ciel. Lorsque les martyrs se firent plus rares, les prototypes de la chrétienté devinrent les «confesseurs», puis les moines et les «vierges». A la longue, on a étendu le culte de «tous les saints» à l'ensemble des modèles et des sauvés, canonisés ou non. Depuis lors et encore aujourd'hui, la Toussaint rend hommage à la foule des élus dont les croyants ont la certitude qu'ils partagent la vie divine après être morts dans la foi du Sauveur ressuscité.

C'est donc en Angleterre, au VIII^e siècle, que la Toussaint a été fixée au 1er novembre. La solennité gagna vite le continent et fut officiellement adoptée en Europe au début du XI^e siècle.

C'est dans le monde anglo-saxon que l'on fête l'Halloween. La coutume de célébrer l'Halloween la veille de la Toussaint s'est répandue dans le monde anglo-saxon.

C'est une cérémonie ambiguë s'il en est: à la veille de la célébration des martyrs, des saints et de tous les modèles chrétiens, l'Halloween commémore des rites et des créatures païennes, hérétiques et hautement suspectes: les fées, les sorcières, les «revenants», les démons de tous les enfers, bref, tout ce qu'on a pu voir défiler hier aux portes de Montréal pour demander «la charité s'il vous plaît».

Pour comprendre ce phénomène, il faut remonter aux origines barbares de l'Europe, dès avant l'ère chrétienne. Le point de départ de l'Halloween est la célébration de Samhain, «la fin de l'été», fixée au 31 octobre par les Celtes, surtout en Écosse et en Irlande, à partir du II^e siècle avant Jésus-Christ.

Cette nuit-là, le seigneur des morts des religions druidiques convoquait les âmes des disparus de l'année écoulée et obligeait chacune à s'incarner dans le corps d'un animal, pour une année entière, afin d'expier ses péchés. On apaisait aussi les esprits des morts en leur offrant des sacrifices de chevaux et d'être humains.

Après la conquête de la Grande et de la Petite Bretagne, les Romains, qui ne donnaient pourtant pas leur place en matière de jeux cruels, interdirent ces pratiques. Elles survécurent pourtant sous diverses formes.

Le déplacement de la Toussaint au lendemain de cette veille au VIII^e siècle avait évidemment pour but d'absorber les résidus païens de la fête. Les spécialistes jugent que le rassemblement des esprits non sanctifiés le soir de l'Halloween a trouvé son exutoire au Moyen-Âge avec la sorcellerie. Le sabbat le plus important après celui du 1er mai était d'ailleurs célébré le 31 octobre.

Le rite édulcoré s'est perpétué en Irlande, en Écosse et dans certaines parties de l'Angleterre jusqu'en plein XIX^e siècle. Mais, au fil des mutations des croyances, le fond lugubre et sanguinaire de la fête de Samhain était devenu prétexte à des facéties malicieuses, à des déguisements et des débordements amodés.

L'Halloween s'est répandue lentement de ce côté-ci de l'Atlantique-Nord, et n'a pris un véritable essor qu'avec la vague d'immigration irlandaise, à partir des années 1840. De nos jours, au Québec comme dans les autres provinces canadiennes et les États américains, elle n'est plus qu'une fête dégénérée, un peu comme Noël et ses ramifications commerciales: la veillée est devenue le temps d'une gigantesque mascarade enfantine.

L'ÉCONOMIE

Une crise qui n'en finit plus dans l'aviation civile

PAGE B 3



LES ACTUALITÉS

La CUM craint le séchoir qui fait boum

PAGE A 3



CULTURE

Le festival de Rouyn: Cannes n'a qu'à bien se tenir

PAGE B 8

Ciao Federico!

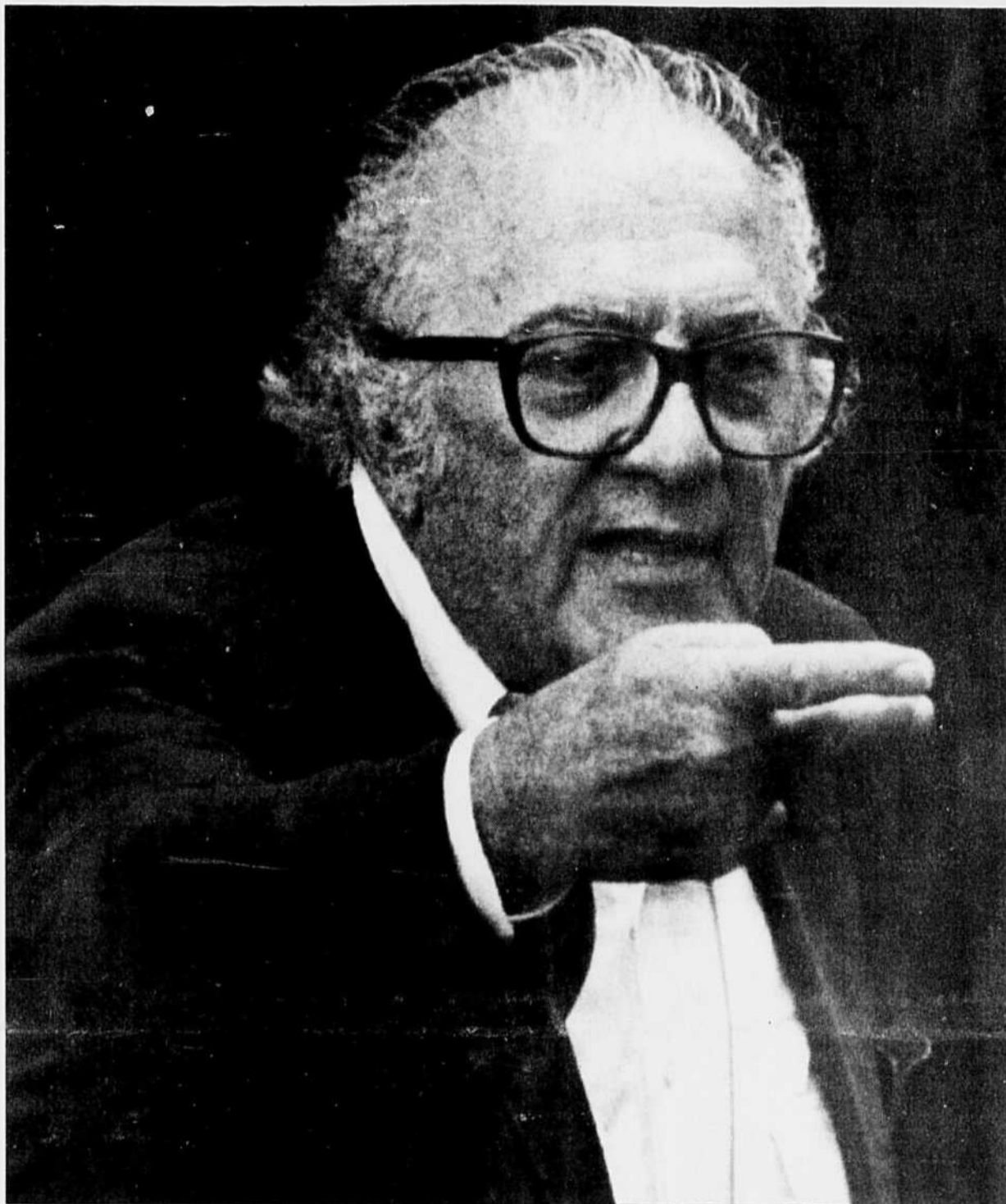


PHOTO ARCHIVES

Federico Fellini, le maestro, n'est plus. Il est décédé hier peu après midi, selon son médecin personnel Gianfranco Turchetti. Le cinéaste était dans le coma depuis le 17 octobre. Il était entré hier «dans la dernière phase» de son agonie, selon l'un des médecins qui l'ont soigné à la polyclinique Umberto Primo de Rome.

Tout un pan du septième art est mort avec Il Maestro

ODILE TREMBLAY
LE DEVOIR

Tous ses films ont été hantés par la mort. Une mort qu'il a narguée, défiée, travestie de grotesque, fuie à travers le thème de l'enfance pourchassée comme le paradis perdu. Une mort qui l'a finalement rattrapé hier à 73 ans dans un hôpital romain, en prenant la forme trop banale d'une attaque cardiaque suivie d'un coma. Federico Fellini n'est plus. C'est un euphémisme de dire que tout un pan du septième art est mort avec lui. Fellini fut un monument, le Dali du cinéma, le plus grand aux yeux de toute une génération de baby-boomers qu'il a secoué de sa symbolique délirante, Il Maestro, comme les Italiens l'appelaient en lui levant leur chapeau.

Ses compatriotes ne l'ont pas laissé partir en douce. La longue agonie de son coma a donné lieu à des scènes felliniennes de pleureuses, de vendeurs de pizzas et de paparazzi fureteurs prenant d'assaut la polyclinique Umberto Primo, croûlant sous les fleurs. Dommage qu'il ait raté

ça.

Il se définissait lui-même comme un cinéaste tournant toujours le même film, habité des fantômes de mort, de vieillissement et de sexe. Quatre fois oscarisé — fait rarissime pour un Européen — le réalisateur italien laisse derrière lui une des imageries hallucinées les plus puissantes du septième art. Et même si ses films récents furent moins marquants, il demeura indétrôné comme un visionnaire, un magicien, le créateur d'un monde foisonnant et unique, où l'angoisse prenait les couleurs de la distorsion et de la caricature. Plus que des classiques, ses oeuvres maîtresses *Satyron*, *Huit et demi*, *Et Vogue le navire*, *Amarcord*, *Juliette des esprits* sont des balises marquant l'histoire du cinéma du sceau des chefs-d'oeuvre.

Il est né à Rimini en 1920, un petit village sur les bords de l'Adriatique. Son père était voyageur de commerce. À douze ans, Federico, qui rêvait d'aventure, se sauva avec un cirque en

VOIR PAGE A 8: FELLINI

Le combat des hélicos fait des alliés

Le Bloc, la CSN et Daniel Johnson tiennent un même langage

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le Bloc québécois, qui propose d'utiliser l'argent des hélicoptères EH-101 pour reconverter l'industrie militaire de la région de Montréal, s'est trouvé deux alliés importants hier en la personne du président du Conseil du Trésor du Québec, M. Daniel Johnson, et de la CSN, qui appuie la même idée.

Se dissociant de l'appui ferme manifesté au contrat des hélicoptères par son collègue de l'Industrie et du Commerce, M. Gerald Tremblay, et ex-rival à la direction libérale, M. Johnson a déclaré hier sur les ondes de Radio-Canada: «Si ce n'est pas les hélicoptères, ça doit être autre chose!».

Il venait de préciser que l'annulation du contrat des hélicoptères, lesquels doivent équiper les frégates (dont certaines sont en chantier au Québec), ne doit pas se faire aux dépens du Québec.

«Si on laisse tomber ça, a-t-il dit en invitant le prochain gouvernement fédéral à se poser la bonne question, qu'est-ce qu'on fait à la place?»

Le premier ministre désigné, M. Jean Chrétien, a promis tout au long de sa campagne d'annuler le contrat de 5,8 milliards\$, signé en 1992. Ce contrat prévoit la construction de 35 hélicoptères EH-101, destinés à servir

VOIR PAGE A 8: HÉLICOPTÈRES

À lire aujourd'hui

Le décès de Mgr Grégoire

(1911-1993)

«La société vient de perdre un grand citoyen et l'Église un pasteur».

Voir page A 2



Fujimori, pari tenu

Avec 55% du vote populaire, le président péruvien est sorti gagnant du référendum qui lui accorde une constitution sur mesure.

Voir page A 5



Luc Montagnier, l'étoile du sida

Une entrevue d'Odile Tremblay, en page B1.



La question raciale au coeur des élections new-yorkaises

Demain, lendemain du premier lundi de novembre, de nombreux scrutins sont organisés aux États-Unis. On compte notamment deux élections de gouverneurs, plusieurs scrutins à la mairie et des référendums très divers. Sur fond de reprise économique timide et d'absence d'enjeux politiques majeurs, la campagne a fait ressortir deux thèmes majeurs: la question raciale et la criminalité. Cela est particulièrement vrai dans les grandes villes comme New York.

D'APRÈS AP ET AFP

New York — Désordre social, montée des tensions ethniques, rivalités entre classes sociales: c'est dans un contexte troublé que se joueront, demain, de nombreuses élections municipales américaines.

Cette analyse pourrait tout à fait s'appliquer à New York, où le premier maire noir, le démocrate David Dinkins, tente difficilement de rassembler de nouveau autour de lui la coalition interethnique qui l'avait élu en 1989.

Il a suffi par exemple que M. Dinkins qualifie au micro d'une radio de «frères et sœurs» les membres de

la communauté noire pour que son rival, le républicain Rudolph Giuliani, 49 ans, ancien patron des procureurs de New York, s'enflamme et dénonce les faveurs dont a bénéficié, selon lui, la minorité noire lors de plusieurs conflits raciaux à New York.

En été 1991, un juif de la secte des Loubavitch a écrasé accidentellement un enfant noir à Brooklyn, ce qui a provoqué des affrontements entre les deux communautés et l'assassinat en représailles d'un juif orthodoxe par un groupe de Noirs.

Pour M. Giuliani, le maire a mal réagi en n'envoyant

VOIR PAGE A 8: ÉLECTIONS



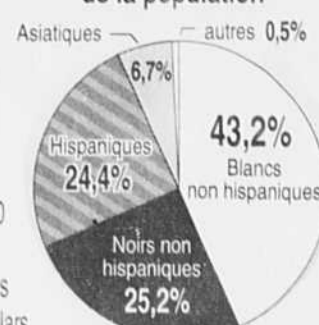
Élection municipale à New York

5 600 000 inscrits
(1 800 000 votants en 1989)

Les candidats:

- David Dinkins (démocrate noir), maire sortant
- Rudolph Giuliani (républicain d'origine italienne), ex procureur de New York

Composition ethnique de la population



Population: 7 300 000 habitants
Sans domicile: de 70 000 à 90 000
Sans emploi: 480 728
Criminalité (1992): 2 005 homicides
Budget 93/94: 32,1 milliards de dollars

AFP photographie - Patrice Dine

INDEX

Les Actualités...A3	Éditorial.....A6	
Agenda culturel...B6	Idées.....A7	
annonces classées...B2	Le Monde.....A5	Météo
Avis publics.....B4	Météo.....B2	
Culture.....B8	Mots croisés.....B2	Neige
Entrevue.....B1	Les Sports.....B5	
Économie.....B3	Religions.....B2	Max. 3
		Détails en B2

Pourquoi payer une voiture neuve 34 000 \$ quand vous pouvez vous offrir une Mercedes neuve pour le même prix?

Classe C Mercedes-Benz vous propose un choix de styles de vie. Ou bien acquérir une simple voiture neuve, ou bien posséder le plus récent joyau d'une marque dont le nom est désormais légendaire. Choisissez le joyau, et vous posséderez un morceau de l'Histoire de l'automobile. Histoire qui commence en janvier 1886 quand

Karl Benz mit en route le premier moteur de la toute première automobile. Vous partagerez une philosophie du design qui a donné naissance aux voitures les plus racées jamais construites, comme la SSK de 1928 et la 300SL «Aile de mouette» de 1954. Vous posséderez aussi la dernière incarnation de la légende Mercedes : la Mercedes de Classe C.



À partir de
34 350\$

Un nouveau chapitre dans l'Histoire de Mercedes-Benz s'ouvre avec la Classe C. Une voiture de luxe de 34 350 \$ qui ne pouvait provenir que de la firme qui construit aussi une voiture de luxe de 176 150 \$.*

Le nombre des caractéristiques de sécurité de la Classe C peut paraître excessif. Et pourtant, chacune a sa propre logique.

Les éléments du moteur sont astucieusement étagés pour les empêcher de s'entasser et de faire irruption dans l'habitacle.

Les rebords antérieurs des coussins de siège ont pour contre-partie une élévation du plancher d'acier. Ce qui empêche les occupants de glisser sous leur ceinture en cas de collision frontale.

L'obsession légendaire chez Mercedes en ce qui concerne la protection des occupants atteint même les garnitures de bois. Sous le placage de zébrano réside une plaque d'aluminium conçue pour empêcher la formation d'éclats.

Et, bien sûr,

freins à disque avec ABS aux quatre roues, deux coussins gonflables, et zones tampon destinées à dissiper l'énergie en cas de collision frontale asymétrique.

Sur la Classe C, les touches de confort sont aussi abondantes que bien pensées.

Le système de climatisation automatique peut filtrer poussières, pollens et polluants ne mesurant pas plus de 5 microns.

Le système AM/FM stéréo à lecteur de cassettes règle son propre volume en fonction de la vitesse.

Et un système de chauffage maintient une température confortable dans l'habitacle pendant 30 minutes lorsque vous magasinez.

Sachant que peu de Nord-américains pourront conduire leur Mercedes aux vitesses permises sur les autobahns, nos ingénieurs ont échangé la vitesse de

pointe contre une puissance de couple exceptionnelle à moyen régime. La puissance rêvée pour entrer sur l'autoroute.

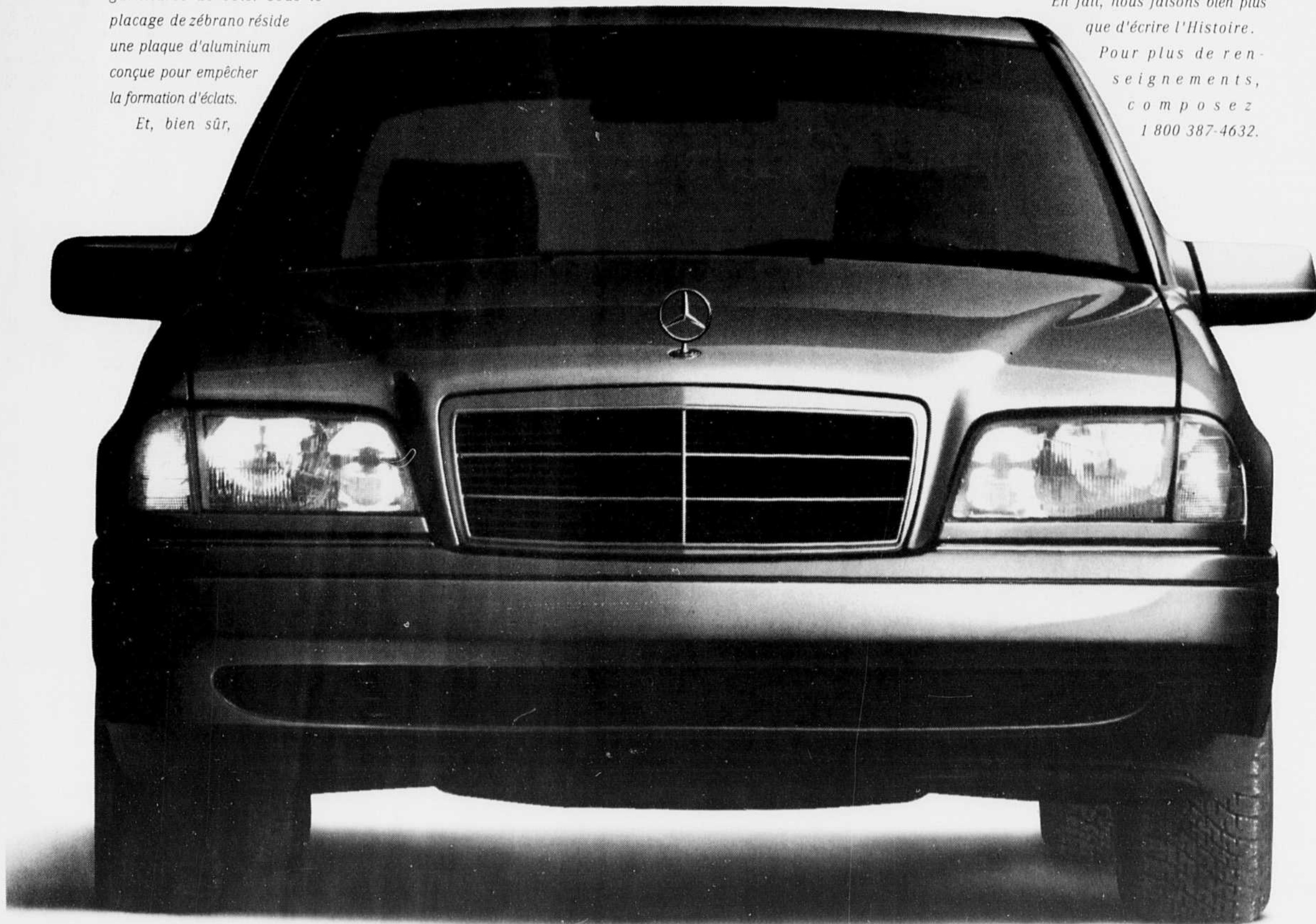
Sont offerts : un 4 cylindres de 2,2 L (C220) et un 6 cylindres de 2,8 L (C280). Ces deux moteurs ont quatre soupapes par cylindre, double arbre à cames en tête avec allumage variable et injection de carburant séquentielle électronique.

Nous avons tout fait pour empêcher que rien ne vienne réduire le plaisir que peuvent vous donner ces nouveaux moteurs, quelle que soit la saison. Jusqu'à y poser des bougies à rendement élevé par temps froid.

Le programme d'Assistance routière Mercedes est offert en tout temps à toute personne qui conduit une Mercedes, peu importe l'âge ou le kilométrage de la voiture.

En fait, nous faisons bien plus que d'écrire l'Histoire.

Pour plus de renseignements, composez 1 800 387-4632.



• LES ACTUALITÉS •

En raison de l'explosion d'un équipement similaire à Québec

La CUM retarde son achat d'un séchoir à boues

LOUIS-GILLES FRANCOEUR
LE DEVOIR

Le président de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), M. Michel Hamelin, retardera l'octroi du contrat de 14 millions\$ destiné à la construction d'un séchoir à boues à l'usine d'épuration en raison de l'explosion d'un équipement similaire à l'usine de la Communauté urbaine de Québec (CUQ) dans la nuit de jeudi à vendredi dernier.

Informé par LE DEVOIR hier de cette explosion, M. Hamelin a précisé qu'il commandera un «examen complet sur la sécurité de cet équipement» avant de signer un contrat avec l'un ou l'autre des fournisseurs en lice dans le récent appel d'offres destiné à doter la CUM d'un équipement similaire.

«S'il y a eu une explosion dans un tel équipement, je vais demander des précisions. On peut retarder l'octroi d'un contrat s'il y a des questions de sécurité en cause.

Surtout s'il y a eu des explosions ailleurs, ce dont nous n'avions pas encore été informés. Nous allons nous assurer de choisir un système sécuritaire: ce n'est pas une décision que nous prendrons à la légère», a commenté le président de la CUM.

La CUQ a, pour sa part, commandé un rapport à un expert indépendant pour tirer au clair les causes de cette déflagration dans son séchoir, la deuxième, selon *Le Soleil*, depuis juillet dernier. La Commission de santé et de sécurité au travail (CSST) fera aussi enquête même s'il n'y a pas eu de blessés lors des deux accidents.

La CUM s'appretait à accorder, cette semaine, un contrat pour équiper son usine d'épuration d'un séchoir à boues, fabriqué sur la Rive-Sud à partir de la technologie de la firme suisse Combi. Et la firme Berlie, dont les séchoirs équipent l'usine de Québec, était en excellente position à Montréal, ayant soumis la proposition la plus basse.

Actuellement, les boues extraites des bassin d'épura-

tion de la CUM sont d'abord déshydratées, puis incinérées dans l'un ou l'autre des trois incinérateurs de la communauté. La CUM a décidé de s'équiper autrement pour éliminer le surplus de boues, dont elle écoperait lorsque, en 1995, elle mettra en service l'intercepteur du flanc sud de la métropole.

Elle a opté pour sécher ce surplus de boues, ce qui permettra d'en tirer des «boulettes» de matière organique que l'on peut utiliser comme engrais ou combustible.

Deuxième déflagration

C'est la deuxième fois qu'une déflagration se produisait dans un séchoir à air chaud de la CUQ. Le premier cas, survenu en juillet, n'avait pas été rendu public. Des équipements similaires auraient été l'objet d'accidents aux États-Unis, notamment à Boston.

Selon une source bien au fait de ce type de dossier, l'air chaud en contact avec la matière organique en extrait de très fines particules, potentiellement explosives en

présence d'air, comme c'est le cas des micro-poussières dans les élévateurs à grains. Le stockage de ces «boulettes» fabriquées à partir des boues d'usines d'épuration est d'ailleurs critiqué en raison du phénomène et nécessite des équipements de sécurité d'une grande fiabilité.

Trois des cinq compagnies en lice dans l'appel d'offres de la CUM ont proposé des séchoirs à air chaud. Il s'agit de Berlie, qui a soumis la proposition la plus basse avec un prix de 14,1 millions\$, de Socotec et de Tecsol. La société Biothermica a pour sa part proposé un système de séchage à la vapeur, où les boues reposent sur une sorte de radiateur.

Cette société aurait soumis le deuxième plus bas prix, soit environ 60 000\$ de moins que Berlie. La société John Meunier a, pour sa part, soumis un système tout à fait différent des quatre autres, où la chaleur du radiateur provient d'un liquide très chaud au lieu de la vapeur, ce qui en fait le deuxième système où le caloripporteur est sans contact avec les boues.

Mgr Paul Grégoire 1911-1993

«La société vient de perdre un grand citoyen et l'Église un pasteur»

STÉPHANE BAILLARGEON
LE DEVOIR ET PC

Des réactions d'affliction ont suivi l'annonce de la mort du cardinal Paul Grégoire, ancien archevêque de Montréal, décédé samedi après-midi, à l'hôpital Notre-Dame, des suites d'une longue maladie. Le cardinal était âgé de 82 ans et souffrait d'un cancer à l'estomac depuis 1990, année de sa démission à la tête de l'archevêché.

L'abbé André Lamoureux, porte-parole de cette institution, a indiqué que Mgr Grégoire «est mort paisiblement, entouré de ses proches», dont son successeur Mgr Turcotte, qui a tenu à souligner «l'engagement social, la foi, la simplicité et le courage» du cardinal.

«La société québécoise vient de perdre un grand citoyen, et l'Église un pasteur», a-t-il dit.

«A mes yeux, le cardinal Grégoire a été un grand selon l'Évangile, a déclaré de son côté Mgr Maurice Couture, archevêque de Québec et président de l'Assemblée des évêques du Québec. Il avait l'air de s'effacer à la manière de Jean le Précurseur. (...) La charité et la discrétion caractérisaient tous ses gestes.»

Le premier ministre Robert Bourassa a pour sa part souligné «l'exceptionnelle contribution de Mgr Grégoire à l'ensemble de la communauté chrétienne». «Sa foi inébranlable, son abnégation et son remarquable dévouement lui ont permis de jouer un rôle fondamental au sein du clergé, a-t-il déclaré dans un communiqué. Sa grande humilité et son attachement profond aux personnes qui étaient dans le besoin lui valent la plus grande reconnaissance du peuple québécois.»

Le chef de l'opposition officielle et président du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, a fait parvenir un télégramme de condoléances à Mgr Turcotte. «A l'écoute des laissés pour compte de notre société, le cardinal Grégoire, écrit-il, a été un modèle de générosité et de pardon qu'il faudra garder longtemps dans notre mémoire.»

Une vie dans l'Église

Né à Verdun en 1911, le cardinal Grégoire a fait ses premières classes à l'école supérieure Richard, avant d'entrer au Séminaire de Sainte-Thérèse pour ses études classiques, puis au Grand Séminaire de Montréal.

Ordonné prêtre en 1927, il devient professeur, tout en poursuivant ses études. Paul Grégoire détenait une licence en théologie et une autre en lettres, une maîtrise en histoire et un diplôme supérieur en pédagogie, de même qu'un doctorat en philosophie.

Entre les années trente et les années cinquante, il devient successivement directeur au Séminaire de Sainte-Thérèse, professeur de philo de l'éducation à l'École normale secondaire et à l'Institut pédagogique. Il est ensuite aumônier des étudiants de l'Université de Montréal, entre 1950 et 1961, avant d'être nommé évêque au début des années soixante, à titre d'auxiliaire de l'Archevêché de Montréal. Le cardinal Paul-Emile Léger le désigne lors aux postes de vicaire général et de directeur de l'Office du clergé.

Il est ensuite chargé d'administrer le diocèse en l'absence du cardinal Léger, pendant les importantes sessions du Concile de Vatican II (1962-1965). A la fin de ce travail, il est nommé président de la commission épiscopale d'œcuménisme (secteur français) par la Conférence des évêques catholiques du Canada. Il dirige alors plusieurs commissions diocésaines et se charge notamment de réviser les conditions de travail du clergé.

Le 11 septembre 1967, le pape Paul VI le nomme administrateur apostolique de l'archidiocèse de Montréal et, le 20 avril de l'année suivante, il devient archevêque de Montréal, poste qu'il occupe jusqu'à ce que la maladie le force à se retirer, en 1990.

Démission à 75 ans

Pendant ces quelques vingt-deux années, Mgr Paul Grégoire multiplie ses activités. Il participe au synode des évêques, à Rome, en 1971, et à deux réunions interaméricaines en 1972. On l'envoie à Cuba pour rencontrer les évêques de ce pays socialiste en 1976. En 1978, le pape Jean-Paul II l'admet au sein de la Sacrée congrégation pour le clergé, puis en 1983, au sein de la Sacrée Congrégation pour l'éducation catholique.

Passé 75 ans, Mgr Paul Grégoire remet sa démission au pape, comme le veut maintenant la tradition. Mais, plutôt que de l'accepter, le 28 juin 1988, Jean-Paul II le nomme cardinal et titulaire de l'église des Saints-Martyrs-Canadiens, à Rome.

Depuis 1990, il consacrait sa retraite au service des pauvres et des itinérants, en lien avec les organismes qui s'occupent d'eux, notamment l'Accueil Bonneau et la Maison du Père.

La dépouille de Mgr Grégoire a été accueillie à la cathédrale Marie-Reine-du-Monde, boulevard René-Lévesque, hier soir, à 20h00.

Les fidèles pourront lui rendre un dernier hommage aujourd'hui et demain, entre 7h00 et 21h00.

Les funérailles, présidées par Mgr Turcotte, seront célébrées mercredi, à 14h00.

Vous perchez où?



PHOTO JACQUES GRENIER

ALEX, UN HYACINTHE MACAN d'Amazonie, amuse — à moins que ce ne soit le contraire — le jeune Vincent Thibault au Salon des animaux de compagnie qui se tenait pour la quatrième année consécutive au Palais des congrès, en fin de semaine.

Québec ville unique après les élections municipales?

Québec (PC) — La Communauté urbaine de Québec pourrait disparaître pour faire place à un regroupement des 13 municipalités qui formeraient alors une ville unique, celle de Québec.

Mais il semble y avoir encore loin de la coupe aux lèvres. En effet, cet ambitieux projet refait surface à l'occasion de la campagne électorale municipale dans la Vieille Capitale.

Véhiculée par le Parti du Progrès civique, cette idée doit cependant subir la difficile épreuve électorale, le 7 novembre, et rien n'indique que François Marchand, le chef de cette formation politique, détronera le maire Jean-Paul L'Allier et le Rassemblement populaire pour la réaliser. Bien au contraire.

M. Marchand, urbaniste et avocat âgé d'une quarantaine d'années, a déjà siégé comme conseiller municipal de 1985 à 1989. Il a été emporté lui aussi dans le balayage du Rassemblement populaire en 1989.

Il n'est pas très connu dans la population et, comme le souligne le maire L'Allier, il n'a pas été le premier choix de son parti pour en prendre la direction.

Les deux tiers de la population de la ville de Québec seraient favorables à une ville unique, selon un récent sondage, mais environ les trois quarts des électeurs de la Vieille Capitale, d'après d'autres sondages, s'apprêteraient à reporter l'équipe du maire L'Allier au pouvoir.

S'il n'en tenait qu'à ce dernier, ce n'est pas demain que la ville de Québec deviendrait une sorte de ville de Laval, c'est-à-dire issue d'une série de fusions de municipalités environnantes. Cette question de ville unique a davantage été soulevée par le parti de l'opposition qui voulait en faire un de ses enjeux majeurs de la campagne, mais son projet n'a pas suscité de grands débats ni soulevé

les passions. S'il est élu, M. Marchand demandera au gouvernement de tenir des audiences publiques sur le projet de ville unique.

Quant au maire, il n'en a presque pas soufflé mot. «Ce ne peut être un objectif à court terme. On est mieux de travailler sur des ententes (de service) intermunicipales et nous en avons déjà conclu avec trois ou quatre villes. Chacune des villes gagne en services et en argent en procédant de cette manière. C'est la voie que j'emprunte; moi, le discours de dire «une seule ville avec sous-entendu Québec va toutes vous manger», ça fait peur à tout le monde et on ne peut plus rien faire après ça», explique M. L'Allier en ajoutant qu'en bout de ligne c'est une responsabilité qui incombe au gouvernement du Québec.

La campagne électorale dans la Vieille Capitale contraste beaucoup avec celle qu'avaient connue les Québécois quatre ans plus tôt. En 1989, Jean-Paul L'Allier faisait son entrée sur la scène municipale comme chef du Rassemblement populaire avec l'ambition de mettre fin à un règne de 24 ans du Progrès civique dirigé successivement par Gilles Lamontagne et Jean Pelletier. Pour ce faire, M. L'Allier devait vaincre une autre personnalité fort connue dans la Capitale, l'ancien ministre péquiste Jean-François Bertrand. La campagne a été féroce, a suscité beaucoup d'intérêt et tout indiquait que M. Bertrand allait garder le Progrès civique au pouvoir, selon les sondages. Cette année, rien de tout cela ne vient perturber la campagne. L'opposition du Progrès civique ne semble pas rallier beaucoup de gens, le maire sortant et son équipe sont largement favoris dans les sondages et aucun débat des chefs n'a eu lieu.

Même les deux grands sujets d'actualité, un nouveau Colisée et un Centre des congrès neuf, ont fait l'objet de peu de discussions.

L'Androgyne et la librairie Gallimard

vous invitent à venir rencontrer

EDMUND WHITE

Auteur de la première grande biographie de

JEAN GENET



le mardi 2 novembre à 17 heures

à la

librairie GALLIMARD

3700, boul. Saint-Laurent
Montréal, Québec H2X 2V4
tél.: (514) 499-2012
téléc.: (514) 499-1535

CONFÉRENCES HYDRO-QUÉBEC • UQAM 1993

Le 2 novembre L'Arche de Noé est-elle en péril ?

Ce ne sont plus les catastrophes naturelles mais l'activité humaine qui met en péril plusieurs espèces



Yvon Pageau
Écrivain et conférencier
Montréal

ENVIRONNEMENT Mythes et RÉALITÉ



Le professeur Claude Hillaire-Marcel, titulaire de la Chaire de recherche en environnement Hydro-Québec • CRSNG • UQAM, présentera la conférence et ouvrira la période de questions

Studio-théâtre Alfred-Laliberté (J-M400)
Pavillon Judith-Jasmin
Université du Québec à Montréal
405, rue Sainte-Catherine Est
Métro Berri-UQAM

Le 2 novembre 1993 à 17 h 30
Pour plus de renseignements :
(514) 987-4630, 987-3482

Entrée libre

Hydro-Québec

Université du Québec à Montréal

RÉSULTATS		Loto-Québec	
GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	2 788 042,80 \$	
5/6+	9	92 934,70 \$	
5/6	315	2 124,20 \$	
4/6	19 075	67,20 \$	
3/6	361 785	10,00 \$	
Vente totale: 20 430 968,00 \$		Prochain gros lot (approx.): 6 000 000,00 \$	
Prochain tirage: 93-11-03			
GAGNANTS		LOTS	
6/6	0	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	20 410,10 \$	
5/6	87	391,00 \$	
4/6	2 713	23,40 \$	
3/6	32 166	5,00 \$	
Ventes totales: 911 687,00 \$		Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$	
T.V.A., le réseau des tirages de Loto-Québec			
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.			

Extra		NUMÉROS		LOTS	
Tirage du 93-10-23		525546	100 000 \$	25546	1 000 \$
		5546	250 \$	546	50 \$
		46	10 \$	6	2 \$

• LES ACTUALITÉS •



Jean-Claude Germain en compagnie de Jean Dorion, président de la SSJB.

Jean-Claude Germain, Patriote de l'année

LE DEVOIR

Le dramaturge et comédien Jean-Claude Germain a été nommé hier Patriote de l'année par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

La SSJB a rendu hommage à l'homme de théâtre, hier à Montréal, en compagnie de plusieurs militants. Le président de la SSJB, M. Jean Dorion, a dit reconnaître en Jean-Claude Germain un homme qui «a su mettre en histoire des pans entiers de l'histoire de notre peuple, grande ou petite: historien il a su, avec verve et fougue, rendre l'histoire vivante».

À l'heure où le ministère de l'Éducation s'apprête à abolir l'obligation de réussir le cours d'histoire pour les étudiants du secondaire, le travail de vulgarisation de Jean-Claude Germain mérite d'être souligné, a dit Jean Dorion.

En outre, M. Germain s'est démarqué en militant pour la cause nationale du Québec. Il a été de toutes les luttes pour le français en prenant part, depuis 1986, au ralliement des 101 personnalités au Centre Paul-Sauvé, jusqu'aux assemblées du parc Lafontaine et de l'aréna Maurice-Richard au printemps dernier.

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Les enseignants ne voient pas du tout d'un bon œil le projet de Québec de faire du titulariat l'un des axes de sa réforme de l'enseignement secondaire.

Cette réforme doit être annoncée aujourd'hui par la ministre de l'Éducation, Mme Lucienne Robillard. Le titulariat — l'enseignement de plusieurs matières à un groupe d'élèves par un même professeur — serait l'un des axes majeurs des orientations ministérielles, selon des informations publiées hier par un quotidien de Montréal.

Mme Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), a mis en garde hier le ministère contre toute réorientation qui alourdirait la tâche des enseignants.

«Les conventions collectives ne sont pas organisées pour imposer le titulariat et ça devra être abordé à l'intérieur des négociations», a tranché Mme Pagé. La CEQ n'est pas opposée au titulariat en théorie, mais sert un avertissement sérieux à ceux qui tentent d'y voir une solution-miracle aux maux que connaît le niveau d'enseignement secondaire.

Selon Mme Pagé, le titulariat n'est qu'une méthode parmi tant d'autres et ne saurait être la panacée recherchée pas le ministère, surtout si elle est imposée aux enseignants.

«Il existe le tutorat, le titulariat, les voies technologiques. Ce n'est pas la méthode qui règlera tous les problèmes. On a atteint les meilleurs taux de réussite au secondaire du temps où les élèves recevaient

La réforme du secondaire annoncée aujourd'hui

Le titulariat est loin d'être la solution-miracle, prévient la CEQ

l'enseignement de spécialistes», souligne la présidente de la CEQ.

Le plus haut taux de réussite au secondaire (82%) a été atteint vers le milieu des années 70, alors que les enseignants étaient rompus à la méthode de l'enseignement par spécialités. Ce taux a amorcé sa chute au début des années 80, pour atteindre un niveau oscillant autour de 65%.

Mme Pagé s'étonne d'autant plus du choix que pourrait faire Québec, qu'il n'y a pas qu'une seule méthode qui vaille. L'enseignement n'a pas les mêmes exigences en Abitibi ou à Côte-Saint-Luc, dit-elle. Rejeté du revers de la main dans les années 1970 en faveur de l'enseignement par spécialités, le titulariat détiendrait à nouveau toutes les vertus? soulève-t-elle. La méthode du titulariat, déjà encouragée sur une base volontaire par l'ex-ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, n'avait suscité que peu d'enthousiasme chez les professeurs.

«Il ne peut y avoir d'approche unique. Ce qui est important, c'est de laisser respirer les gens. On est "encarcané". Les spécialités nous ont été imposées, nous avons suivi des cours de recyclage. Et là, 15 ans plus tard, on voudrait tout chambarder, tout jeter aux poubelles», déplore Lorraine Pagé.

Parmi les enseignants, on dit en avoir marre de ces méthodes du tout ou rien, où les choix se font en fonction des modes, des courants du moment. Tout cela, aux dépens des élèves dont le programme change du tout au tout au gré des décennies. «On nous impose un modèle, mais sur la base de quoi? C'est trop sérieux pour se faire sans présenter des études, des observations. Va-t-on demander

l'avis des enseignants?» Chose certaine, le choix du ministère ne pourra se faire sans les enseignants et ne porter que sur une méthode pédagogique.

Par ailleurs, la CEQ est plus que prudente face à la décentralisation annoncée par le ministère. Une décentralisation, qui se traduirait par la délégation des pouvoirs aux 176 commissions scolaires, ne ferait que créer 176 ministères de l'Éducation, croit sa présidente.

«Si les commissions scolaires fonctionnent comme le ministère avec des règlements et des contrôles, ça ne changera rien, dit-elle. Il faut redonner l'autonomie professionnelle aux enseignants dans les écoles et déployer les ressources en lien direct avec les besoins.»

La CEQ réclame depuis des lustres une réforme générale de l'éducation et a déploré, dès ses débuts, l'approche par «niveau» amorcée l'an dernier par Mme Robillard par sa «réforme» des cégeps.

Par ailleurs, la réforme que doit présenter Mme Robillard aujourd'hui mettra un fort accent sur la qualité de l'enseignement du français. Cet été, LE DEVOIR avait fait état d'un projet à l'étude par le MEQ visant à réduire considérablement les listes de vocabulaire utilisées dans l'apprentissage de l'orthographe. À la suite de la controverse soulevée par ce projet, le ministre avait décidé de le reléguer aux oubliettes.

Dans son document, il se pourrait aussi que Québec augmente le nombre de matières facultatives au détriment des matières obligatoires et modifie les programmes d'enseignement moral et religieux, d'éducation physique et d'arts.

EN BREF

CASINO ET VÊTEMENTS

(Le Devoir) — Dès aujourd'hui, le Casino de Montréal met rigoureusement en vigueur son code vestimentaire. Ainsi, chandails et chemises tronqués à la taille, t-shirts et canisoles, jeans, espadrilles et pantalons molletonnés (jogging) ne sont plus tolérés. Des affiches sur lesquelles figureront tous les vêtements dont le port est interdit seront en évidence dans les trois entrées principales du casino et dans les huit navettes conduisant au casino. «Depuis l'ouverture du casino, nous avons été plutôt tolérants parce que les visiteurs ignoraient l'existence des règles vestimentaires de mise. Le moment est toutefois venu de mettre en place une politique vestimentaire conforme à l'image de prestige de la maison de jeu de classe internationale qu'est le Casino de Montréal», devait expliquer ce week-end Vincent Trudel, président de la Société des casinos du Québec.

NOUVEAUX TIMBRES

Ottawa (PC) — La Société canadienne des postes a présenté le programme des timbres-poste de 1994. Divers sujets et personnalités seront mis à l'honneur: outre les timbres-souhaits, il y aura des timbres consacrés aux Jeux du Commonwealth, à Billy Bishop, au mammoth laineux et à l'aviation civile. Les timbres-poste suivants formeront le programme de 1994: les timbres-souhaits, les tout premiers timbres «personnalisés» «sur mesure», sont des vignettes autocollantes pour lesquelles on peut choisir un motif; il s'agit d'une façon unique de créer ses propres timbres. Le quatrième et dernier jeu de la série Fleuves et rivières du patrimoine canadien présentera cinq cours d'eau historiques empruntés pour le commerce des fourrures; le Saguenay, la rivière des Français, la rivière Churchill, le Columbia et le Mackenzie.

MARITIMES ET EMPLOIS

Saint-Jean, T.-N. (PC) — Les dépenses du gouvernement fédéral dans les provinces de l'Atlantique créent une dépendance vis-à-vis les paiements de transfert et le travail saisonnier plutôt que de produire des emplois permanents, affirme le président du Conseil des provinces de l'Atlantique. «Je ne crois pas que cela stimule l'entrepreneuriat ou la recherche et le développement dans le secteur de la haute technologie tant que cela contribue au problème de dépendance sur les paiements de transfert et sur les pêches», indique Brian Lee Crowley. Les réductions des paiements de transfert fédéraux, l'effondrement des pêches sur la côte Est et les difficultés des industries forestière et minière ont anéanti l'économie des provinces de l'Atlantique, plus dépendante des dépenses gouvernementales que toute autre région canadienne.

GRAINES ET ARTHRITE

Philadelphie (Reuter) — Une substance découverte dans les graines de piment et de bourrache serait efficace contre l'arthrite, selon une étude parue hier dans la revue américaine *Annals of Internal Medicine*. «L'acide gamma-linolénique dans les doses employées dans cette étude est un traitement efficace et bien toléré contre l'arthrite rhumatismales», peut-on lire dans cette étude. Des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie, du Philadelphia College of Pharmacy and Science et de l'Université du Massachusetts ont réalisé les travaux de recherche sur ces graines durant 24 semaines. Il existe des effets secondaires, notamment en matière de digestion, mais ils sont négligeables, expliquent ces chercheurs.

PAS LAMBINE LA BERLINE.



LA NOUVELLE BERLINE SPORT INTEGRA

Si les quatre portes vous chloroforment généralement, voici une bonne dose d'adrénaline: la berline Integra 1994, avec le panache et la fougue de l'Integra, deux portes en prime.

La voiture la plus populaire de sa catégorie pendant deux années de suite est vantée comme étant «vraiment une excellente voiture». Pas surprenant. Sa grande soeur, l'Acura NSX, partage avec elle quelques traits de famille comme l'injection programmée de carburant, la suspension indépendante à

double fourchette et les amortisseurs à action progressive aux quatre roues. Et des caractéristiques avant-gardistes de sécurité comme les deux coussins de sécurité gonflables, les freins ABS et les renforts structuraux dans chacune des quatre portes. *Quatre portes...* ça commence à être plus intéressant, pas vrai?

Et comment! L'Integra est «à la fois amusante à conduire et nettement sportive», avec sa boîte à 5 vitesses, ou une boîte automatique à 4 vitesses avec contrôle Grade Logic

qui rend les changements de vitesses plus souples et plus précis que jamais. Cela donne une voiture «toute nouvelle et très améliorée». Et encore plus améliorée grâce au Plan d'Assistance routière Acura Plus pour 3 ans, en équipement standard, en plus de la garantie de 5 ans/100 000 km¹. Venez faire un essai routier de la berline Integra. Vous serez littéralement transportés par cette quatre portes.



¹Automobile, Août 1993. ²Motor Trend, Août 1993. ³Car and Driver, Août 1993. ⁴Selon la première éventualité.

ACURA PLUS
255, boul. Seigneurie, Blainville Tél.: 435-4455
LUCIANI ACURA
4040, rue Jean Talon O., Montréal Tél.: 340-1344

PRESTIGE ACURA
3700, Autoroute 440, O., Laval Tél.: 745-1234
LES GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain, Anjou Tél.: 354-8811

ACURA GABRIEL
4648, boul. St. Jean, Dollard-des-Ormeaux Tél.: 696-2991
ACURA RIVE-SUD
820, boul. Taschereau, Greenfield Park Tél.: 443-6555

LE DEVOIR

LE MONDE

E N B R E F

RECHUTE DE VIOLENCE AU SALVADOR

New York (AFP) — Le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, a exprimé hier son indignation devant l'assassinat samedi d'un dirigeant de l'ex-guérilla salvadorienne, Heleno Hernan Castro, et invité le gouvernement du Salvador à prendre des «mesures nécessaires» pour empêcher de tels actes. M. Castro, âgé de 39 ans, était un dirigeant du Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), l'ancienne guérilla salvadorienne transformée en parti légal depuis décembre 1992. Selon les premiers éléments de l'enquête, le responsable du FMLN a été tué de trois balles, deux à la tête et une près du cœur. Cet assassinat, «survenu seulement huit jours après celui d'un autre responsable du FMLN, Francisco Velis» constitue «une source d'inquiétude face à une apparente résurgence de groupes politiques utilisant la violence et opérant dans l'ombre», a déclaré M. Boutros-Ghali.

LIBÉRATIONS À ALGER

Alger (AFP) — Les trois agents consulaires français qui avaient été enlevés il y a une semaine à Alger ont été libérés à quelques heures d'intervalle, samedi soir et hier dans la journée. La libération de Jean-Claude Thévenot et d'Alain Fressier a été annoncée la première, dimanche vers 13 heures locale, et celle de Michèle Thévenot quelques heures plus tard. L'endroit et les circonstances exactes de la libération de Mme Thévenot ne sont pas encore connus. On ignore notamment si elle a été relâchée par ses ravisseurs ou si elle a été libérée à l'issue d'une opération de police comme son mari et son collègue.

POUR LE PLAISIR DES ÉMIRS

Abou Dhabi (AFP) — Les Émirats arabes unis ont achevé la construction d'une île artificielle destinée à abriter le plus grand centre d'attractions du Moyen-Orient, dont le coût se monte à deux milliards de dollars. Des centres culturels, des restaurants, des musées, des aquariums et un Luna Park doivent être aménagés sur l'île, a précisé M. Mana Rumaithi, sous-secrétaire adjoint au département des Travaux publics d'Abou Dhabi. Le projet a été confié à un consortium de compagnies des États-Unis, de France, d'Allemagne, du Canada et de Grande-Bretagne, a ajouté le responsable. «Ce projet doit attirer un grand nombre de touristes et contribuer au développement de l'économie d'Abou Dhabi», un des sept membres de la fédération des Émirats, a affirmé M. Rumaithi, un porte-parole.

LE PAPE CONTRE LE CLONAGE

Cité du Vatican (Reuters) — Jean-Paul II a dénoncé hier l'expérimentation scientifique touchant à la vie humaine, semblant par là dénoncer une expérience de duplication embryonnaire réalisée récemment aux États-Unis. Le pape, lors de son sermon dominical, s'est dit très inquiet des expériences «illucites et perturbantes» qui, selon lui, violent l'éthique et portent atteinte à la dignité humaine. «On réalise qu'il ne reste plus rien pour protéger l'homme de manipulations impensables et de tentatives de folie autodestructrice», a souligné le saint Père. Des chercheurs de l'université George Washington à Washington ont déclaré qu'ils avaient réussi à cloner des cellules d'un embryon humain, ouvrant ainsi la possibilité de créer plusieurs embryons à partir d'un seul.

L'EFFET DE SERRE SOUS EXAMEN

La Haye (AFP) — Une conférence internationale se réunit de toute la semaine à Noordwijk, près de La Haye, pour élaborer des stratégies contre les éventuelles conséquences de l'effet de serre et aider les pays qui disposent de zones côtières vulnérables à concilier les objectifs de développement et de protection de ces régions. Quelque 300 experts et hommes politiques d'une centaine de pays, de 17 organisations internationales et 23 organisations non-gouvernementales participent à la Conférence mondiale sur les régions côtières (WCC'93), organisée par les Pays-Bas sous les auspices du Panel intergouvernemental sur les changements climatiques (PICC), un organisme spécialisé de l'ONU. Cette rencontre qui fait suite à la Conférence de l'ONU sur l'environnement et le développement, tenue en 1992 à Rio de Janeiro, vise à aider les États concernés à préparer des programmes de gestion sur 10 à 20 ans, intégrant les aspects écologiques, et des stratégies à long terme face aux menaces de l'effet de serre.

VIVE LA RÉPUBLIQUE DE L'OURAL

Moscou (Reuters) — La région russe d'Ekaterinbourg a lancé un défi à l'enfant du pays, Boris Eltsine, en se proclamant république et en suspendant les programmes de la radio et de la télévision nationales, selon la TV russe. Edouard Rossyev, chef de l'administration de cette puissante région, a déclaré sur les ondes de la télévision russe que Sverlovsk s'appelaient dorénavant «République de l'Oural» et qu'il en serait le gouverneur. La capitale de la région, Ekaterinbourg, jadis appelée Sverdlovsk et historiquement célèbre parce que le tsar Nicolas II y fut exécuté par les bolchéviques en 1918, est la ville natale du président russe. Le Parlement local a voté la semaine dernière la proclamation de la République pour protester contre les mesures énergiques de Boris Eltsine à l'issue du coup d'État manqué du 3 octobre perpétré par le Parlement moscovite.

LES COLONS JUIFS, COMME LE HAMAS

Jérusalem (AFP) — Les colons israéliens dans les territoires occupés ont annoncé hier qu'ils entendaient désormais se conduire comme le mouvement intégriste palestinien Hamas, qui a revendiqué le rapt et le meurtre d'un colon juif assassiné vendredi. «Ce qui s'est passé la nuit dernière va se poursuivre dans les prochains jours. Si les Juifs ne peuvent pas circuler normalement en Cisjordanie, si le premier ministre (Yitzhak Rabin) compare les colons au Hamas, alors nous allons nous conduire comme le Hamas», a affirmé dimanche à la radio M. Aaron Domb, porte-parole du Conseil des implantations juives en Judée-Samarie (Cisjordanie) et dans la bande de Gaza. «Nous allons continuer à lancer des pierres et à incendier les voitures des Palestiniens», a-t-il déclaré. Selon un communiqué publié dimanche par la mairie d'El Birch (Cisjordanie), six voitures ont été brûlées et 12 autres ont été endommagées et des pierres ont été lancées sur 20 maisons palestiniennes d'El Birch, Ramallah et Bir Zeit par les colons.

Victoire du président péruvien au référendum constitutionnel

Fujimori, pari tenu

Les Péruviens ont approuvé hier majoritairement la nouvelle Constitution proposée par le président Alberto Fujimori, ouvrant ainsi la voie à son éventuelle réélection en 1995. Selon les projections de l'institut de sondage Apoyo, 55,3% des électeurs étaient favorables à ce nouveau texte, tandis que 44,7% ont voté

contre. Le succès serait encore plus net à Lima, qui représente un tiers de la population péruvienne, avec 61,5% en faveur du «oui» contre 38,5% de «non». Les projections de cet institut se fondent sur des questions posées aux électeurs dans différents bureaux de vote répartis dans tout le Pérou.

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Lima — Alberto Fujimori avait présenté ce référendum, le premier organisé au Pérou, comme un plébiscite envers son gouvernement et notamment sa politique économe et contre les mouvements terroristes du Sentier lumineux et du Tupac Amaru.

Près de 12 millions de Péruviens étaient appelés à se prononcer sur le projet de nouvelle Constitution, qui devrait marquer le retour du pays à la normalité institutionnelle, un an et demi après le coup d'État du président Fujimori, le 5 avril 1992.

Les 11,8 millions d'électeurs avaient jusqu'à 16 heures pour accomplir leur devoir civique légalement obligatoire, mais beaucoup, soucieux, faisaient déjà la queue devant certains bureaux de vote de Lima bien avant leur ouverture, à 8 heures.

«Aujourd'hui, nous pouvons marquer le début de la modernisation du Pérou», a déclaré le président après avoir déposé son bulletin dans l'urne d'une école du quartier de San Borja à Lima. Fujimori, qui a fait de ce référendum un plébiscite de la politique qu'il mène depuis trois ans, a ajouté que les Péruviens avaient l'occasion de poursuivre le processus de réforme engagé quand ils l'ont élu.

En 1992, le chef de l'État avait pris les pleins pouvoirs et dissout le Congrès qui, selon lui, l'empêchait de conduire ses réformes économiques et mener une lutte efficace contre les guérilleros.

Mais sous la pression internationale, il a convoqué des élections législatives en novembre dernier. Le nouveau congrès a élaboré un projet de Constitution dont le sort dépendait du vote des Péruviens dimanche.

Dans la nuit de samedi à dimanche, Lima

avait pris l'allure d'une ville en état de siège: présence massive de militaires et de policiers aux abords des bureaux de vote, patrouilles sillonnant les rues, voies interdites, etc.

Une vague d'attentats déclenchée par le Sentier lumineux, et marquée par des actions spectaculaires — notamment contre l'aéroport et un bâtiment du Congrès — ont fait sérieusement monter la tension.

Pour assurer la «sécurité du scrutin», 95 000 militaires et policiers ont été mobilisés dans tout le Pérou, auxquels s'ajoutent les paramilitaires et les gardiens privés qui se sont multipliés.

Mais hier matin encore, et bien que plusieurs de leurs dirigeants emprisonnés aient appelé à des «négociations de paix», les «sénéderistes» ont attaqué à la dynamite, sans faire de victime, trois établissements bancaires, et brûlé plusieurs véhicules de transport collectifs.

Selon al-Hayat

Kadhafi a écrasé un putsch dans le sang

2000 tués et 3 jours de violents combats

Le Caire (Reuters) — Des officiers libyens ont tenté un coup d'État ce mois-ci contre le colonel Mouammar Kadhafi mais le putsch a échoué après de violents combats, rapporte dimanche al-Hayat, un journal arabe basé à Londres.

Selon le journal, qui cite «des sources libyennes dignes de foi», la révolte qui a commencé le 11 octobre était dirigée par le général Hassan al-Kabir, le général al-Rifi Ali al-Charif et d'autres officiers, pour la plupart des militants islamistes.

«Le coup a été déjoué après trois jours de violents et sanglants affrontements, au cours desquels entre 500 et 2000 personnes ont été tuées», précise al-Hayat, s'appuyant sur une source proche du gouvernement de Tripoli.

La révolte est partie des casernes de la région de Bani Oualid, à 170 km au sud de Tripoli, et de la ville de Birak, puis s'est étendue à Gharyan, au sud de Tripoli, et à Tarhounah, à l'est.

Selon le journal, l'armée de l'air libyenne «a joué un rôle décisif dans l'écrasement de la révolte». Citant les mêmes sources, il ajoute que des pilotes arabes mais pas libyens, aux commandes d'appareils MiG, avaient bombardé les casernes en dissidence.

Les forces de sécurité, conduites par le colonel Khalifa Houneich, et des unités des Gardiens de la Révolution, sous les ordres du colonel Mohammed al-Madjzoub, appuyés par des chars, ont mené l'offensive terrestre contre les mutins.

La plupart des militaires arrêtés sont des officiers fondamentalistes, précise-t-on de même source.

Après l'échec du putsch au Burundi

Mme Kinigi veut se remonter en public

Bujumbura (AFP) — «La situation est encore très difficile, mais nous sommes en train d'envisager de quitter très rapidement l'exil. Nous serons prêts à courir ce risque», a déclaré hier le chef du gouvernement burundais, Mme Sylvie Kinigi.

«Mais il faut être réaliste, il y en a encore dix jours, le gouvernement était poursuivi par les putschistes, la situation ne peut pas nous permettre de circuler librement», a ajouté Mme Kinigi au cours d'une conférence de presse.

«Si un autre coup était porté contre un membre du gouvernement, la situation serait irrécupérable», a-t-elle poursuivi.

Le gouvernement du président assassiné Melchior Ndadaye s'est réfugié à l'ambassade de France, où il siège régulièrement et d'où il a repris les commandes du pays. Certains ministres résident également dans les ambassades d'Allemagne, des États-Unis, de Belgique, du Rwanda, a rappelé Mme Kinigi.

Pour assurer sa protection, celle des «hautes autorités du pays» et des «principaux services stratégiques», le gouvernement a demandé à la communauté internationale l'envoi d'une force neutre, a rappelé le Premier ministre.

Mme Kinigi s'est dite assez confiante sur la suite des «contacts» multipliés ces derniers jours par le gouvernement, notamment avec les Nations unies, l'Organisation de l'Unité africaine, la France, la Belgique, les États-Unis et l'Allemagne.

Ces «partenaires nous ont promis de nous appuyer» et «vont envoyer des missions pour évaluer les besoins». Selon Mme Kinigi, «sous l'égide de l'ONU», les États-Unis, la France, l'Allemagne et la Belgique notamment pourraient apporter une «assistance technique et financière à cette force».

Les nazis ne passeront pas



«PAS DE POUVOIR aux stupides.» «Aucune chance aux nazis.» Ces manifestants ont défilé hier dans les rues de Rastatt (Bade-Wurtemberg) pour protester contre la tenue simultanée du congrès du parti d'extrême-droite des Républicains.

Au lendemain de l'échéance manquée du 30 octobre pour le retour d'Aristide

Fête macoute au centre de Port-au-Prince

D'APRÈS AFP

Port-au-Prince — Quelque 200 personnes opposées au président Jean-Bertrand Aristide ont manifesté hier dans le centre de la capitale haïtienne pour exprimer leur satisfaction devant le fait que le président en exil n'ait pu rentrer samedi dans son pays.

«Arrêtez Malval!» «Nous avons gagné!»: tels sont quelques-uns des slogans agressifs que les anti-Aristide ont scandés durant la demi-heure qu'a duré la manifestation.

Les manifestants sont passés dans une rue longeant le Palais national, résidence des chefs de l'État, en portant des drapeaux aux couleurs haïtiennes (bleu et rouge), sous le regard de plusieurs policiers et militaires. Certains manifestants brandissaient des portraits des Duvalier, François et son fils Jean-Claude, qui gouvernèrent le pays d'une main de fer de 1957 à 1986.

Louis Jodel Chamblain, le coordinateur du Front pour l'avancement et le progrès d'Haïti (FRAPH), le principal parti néo-dualiste du pays, a affirmé à l'AFP que son parti n'avait rien à voir avec cette manifestation.

Le FRAPH, qui avait donné jusqu'à samedi minuit à M. Aristide pour démissionner, a menacé de recourir à l'article 149 de la constitution, qui prévoit la destitution du chef de l'État en cas de vacance du pouvoir. Défiant une communauté internationale

toujours plus impuissante, les militaires haïtiens étaient toujours au pouvoir hier à Port-au-Prince, où leurs partisans ont célébré dans la nuit par des tirs et des rafales incessantes le fait que Jean-Bertrand Aristide n'ait pas été capable de rentrer la veille en Haïti.

Avec le passage de cette date fatidique du 30 octobre, qui aurait dû voir le retour de M. Aristide selon les termes de l'accord de Governors Island, la tension était retombée d'un cran dans la capitale, malgré de folles rumeurs portant sur un «coup d'État constitutionnel» de la part d'une constellation d'une douzaine de partis opposés à M. Aristide.

Un coup d'État dans le coup d'État?

Ces partis avaient sommé vendredi M. Aristide de démissionner avant samedi minuit, faute de quoi ils auraient recouru à l'article 149 de la Constitution, qui prévoit, en cas de vacance du pouvoir, la nomination d'un président intérimaire et l'organisation de nouvelles élections.

Quelques uns d'entre eux étaient allés plus loin en convoquant pour ce dimanche matin une manifestation devant le Palais national. Certaines rumeurs faisaient même état d'une occupation du Palais et de l'installation d'un nouveau président.

«Ce serait un autre coup d'État dans le coup d'État», a commenté Émile Jean-Baptiste, porte-parole du premier ministre de M. Aristide, Robert Malval, dans une référence

au putsch qui a chassé du pouvoir le président d'Haïti le 30 septembre 1991. Un tel projet serait «en-dehors de toute logique», a-t-il dit.

Le président de la Chambre des députés, le Dr Antoine Joseph, a été encore plus net. «C'est de l'aventurisme politique», a-t-il déclaré.

Sur le front diplomatique, l'armée n'avait pas encore réagi publiquement dimanche à l'invitation lancée vendredi soir par l'ONU pour la tenue, mercredi et jeudi, de «discussions urgentes» afin de débloquent l'accord de Governors Island.

L'ONU a menacé les militaires de nouvelles sanctions, mais les Haïtiens — du moins ceux qui acceptent de parler — manifestent le plus grand scepticisme sur l'efficacité des Nations unies.

Les États-Unis ne cachent pas leurs réserves à propos d'un embargo total, réclamé par Aristide, et préféreraient des mesures sélectives afin d'épargner autant que possible les plus déshérités.

Vendredi, le président Bill Clinton avait précisé les limites de ce qu'il est prêt à faire pour rétablir au pouvoir le président légitime. Parlant à Boston, il s'était dit prêt à «étudier les façons les plus efficaces de renforcer ces sanctions», alors que la Maison-Blanche indiquait qu'il avait appelé par téléphone à MM. Aristide et Malval «l'engagement de l'Amérique à trouver une solution négociée à la crise».

Représailles contre l'attentat de l'IRA

Halloween sanglante à Greysteel

Les «chiens enragés» de l'Ulster

Greysteel (Reuters) — Deux extrémistes protestants ont tué sept personnes et en ont blessé 11 autres samedi soir dans un pub d'Irlande du Nord pour se venger d'un attentat de l'IRA qui avait fait 10 morts.

Les deux hommes, équipés d'armes automatiques, masqués et coiffés de casquettes de base-ball, ont fait irruption au Rising Sun, à Greysteel, situé à 13 km de Londonderry et à 120 km au nord-ouest de Belfast.

L'organisation extrémiste protestante des Combattants de la liberté en Ulster (UFF) a revendiqué l'attentat.

Selon des témoins, les tueurs se sont approchés d'une jeune fille de 19 ans, complètement terrifiée, et lui ont crié «*strick or treat*» («un régal ou une farce») comme le font les enfants lors de la fête d'Halloween pour obtenir des bonbons.

La jeune fille a répondu «je ne trouve pas ça drôle» et un des hommes a tiré sur elle, la tuant sur le coup. Les deux agresseurs ont alors tiré en rafales sur les autres clients du pub. Selon un témoin, un des hommes a vidé son chargeur, en a remis un autre et a repris son tir.

Le chef de la police d'Irlande du Nord, Hugh Annesley, s'est rendu sur les lieux de l'attentat. «Ils seront traqués comme des rats qu'ils sont», a-t-il juré en parlant des meurtriers. Des policiers ont déclaré dimanche après-midi que sept suspects étaient en garde à vue.

De jeunes catholiques en colère ont envahi les rues de Londonderry dans la nuit. La police et l'armée ont dû intervenir pour les disperser.

Belfast (AFP) — La milice paramilitaire protestante des Combattants pour la liberté de l'Ulster (UFF), qui a revendiqué la fusillade dans un pub de Greysteel qui a fait 7 morts et 11 blessés samedi soir, est considérée par la police comme la plus dangereuse des milices protestantes d'Irlande du Nord.

Née en 1973, cette milice a longtemps été le bras armé de l'Association de défense de l'Ulster (UDA), l'un des plus importants mouvements protestants qui a été mis hors-la-loi en août 1992 et qui avait compté dans les années 70 jusqu'à 20 000 adhérents. Le gouvernement britannique l'avait banni lorsqu'il était devenu évident que UFF et UDA menaient le même genre d'activités criminelles.

L'UFF, formée de cellules indépendantes les unes des autres afin de ne pas se laisser infiltrer, est dirigée par un groupe de jeunes activistes à la tête desquels se trouve un homme de 29 ans, surnommé «chien enragé»

par l'Armée républicaine irlandaise (IRA) qui a juré de le tuer.

Selon des sources concordantes, le «chien enragé» était l'une des cibles de l'attentat de l'IRA du 23 octobre dernier, qui a fait 10 morts et 56 blessés dans le quartier protestant de Shankill à Belfast. Il ferait partie des vingt personnes arrêtées la semaine dernière par la police d'Ulster à la recherche des auteurs des actes de représailles entreprises après l'attentat de Shankill.

La presse britannique, citant des sources policières, affirme que «chien enragé» avait jusqu'à présent réussi à échapper à la police et à l'IRA grâce des méthodes consistant à rechercher ses cibles seul, à ne jamais prévenir à l'avance les membres de son commando des actions qu'ils allaient mener et à agir avec deux hommes de confiance, toujours les mêmes.

Outre la tuerie de Greysteel, l'UFF est responsable de meurtres particulièrement horribles, n'hésitant pas à

s'introduire jusque dans les chambres de ses futures victimes et à tuer des parents sous les yeux de leurs enfants.

Tout comme les autres milices paramilitaires protestantes, l'UFF justifie ses meurtres ou ses tueries collectives par la volonté de s'attaquer à «la conspiration pan-nationaliste» pro-irlandaise qui menace «l'union» de l'Ulster avec la Couronne britannique.

«Nous avons des armes en provenance de différents pays et des renseignements venus de membres des forces de sécurité», avait déclaré en février 1993 à l'AFP un membre de l'UFF. «Nous avons plus d'armes modernes qu'au début des années 70», avait-il affirmé en ajoutant: «C'est facile, vous en trouvez n'importe où dans le monde.»

Il avait également assuré que les commandos loyalistes ont subi un entraînement «professionnel» en Ulster et dans d'autres pays... dont il avait bien sûr refusé de donner les noms.

É D I T O R I A L

L'industrie western

Jean-Robert Sansfaçon

Jamais depuis 1968 les différents acteurs de l'industrie de la construction québécoise n'avaient accepté d'être réunis dans une même salle. Guerres patronales-syndicales, conflits fratricides, allégations de banditisme, tous les motifs étaient bons pour éviter le contact. Ne serait-ce qu'à cause du précédent qui vient d'être créé, le Sommet de l'industrie de la construction qui vient de se terminer peut être considéré comme un demi-succès. Quand au règlement des problèmes, nous en sommes bien loin.

L'industrie de la construction, ce sont 150 000 emplois, dont les deux tiers sont assujettis à un décret gouvernemental tenant lieu de convention de travail. C'est un chiffre d'affaires annuel de quelque 20 milliards de dollars pour le Québec, mais c'est aussi à la fois la plus traditionnelle et la plus immature de nos industries.

À cause de la récession, les problèmes de la construction se sont exacerbés. Concurrence farouche, taux de chômage élevé, coûts de fabrication excessifs, relations de travail impossibles... tous les éléments sont là pour pousser les acteurs au travail clandestin. On estime à quelque 25 % la proportion d'heures travaillées qui ne sont pas déclarées, et à un demi-milliard de dollars le manque à gagner qui en découle pour les gouvernements et les régimes sociaux.

Pour y remédier, toujours la même réaction infantile : l'accusation. C'est la faute au gouvernement, entend-on, c'est à lui de construire des routes et des barrages pour créer des jobs, d'engager plus d'inspecteurs pour attraper les fraudeurs, de baisser les taxes. Sans doute, comme le proposent syndicats et entrepreneurs, que des crédits d'impôt à la rénovation favoriseraient le travail au blanc. Mais qui paierait pour discipliner l'industrie ?

Les coupables, ce sont souvent les gens de l'industrie eux-mêmes qui, tout en décriant la trop grande rigidité du système et les coûts élevés qui y sont rattachés, refusent farouchement quelque changement que ce soit qui les priverait de certains privilèges.

Avec la libéralisation des échanges, la pression se fait de plus en plus forte pour que le Québec ouvre ses frontières aux entrepreneurs et aux travailleurs des autres provinces. On l'a vu récemment encore lorsque l'Ontario a décidé d'empêcher les travailleurs de l'Ontario de franchir la rivière pour gagner leur vie.

C'est donc pour faire face à ces problèmes, et à bien d'autres du même coup, que le ministre du Travail, M. Normand Cherry, a déposé dix-sept propositions de modification en profondeur de l'industrie. Mais le seul consensus d'intérêt obtenu au cours du Sommet touche l'abolition de la règle qui oblige toute entreprise à détenir une place d'affaires au Québec.

Par contre, pas question de permettre aux ouvriers eux-mêmes, de l'Ontario ou d'ailleurs, de venir travailler chez nous. D'ailleurs, la loi actuelle empêche même un ouvrier qui habite une région donnée d'aller travailler ailleurs dans la province. A cette restriction qu'on avait introduite pour mettre fin aux guerres de gorilles sur les chantiers, le ministre du Travail propose désormais de laisser aux individus compétents, du Québec ou d'une autre province, la possibilité de s'inscrire une fois l'an dans la région de leur choix. Une proposition rejetée par les organisa-

tions syndicales qui allèguent qu'il faut d'abord faire travailler les Québécois. Ce faisant, ils donnent raison à l'Ontario. Malgré le comité d'étude qu'on a convenu de créer pour éviter d'être accusé de protectionnisme, il y a fort à parier qu'on n'ira pas au-delà de l'acceptation d'une mesure d'exception pour les régions frontalières, solution bien insuffisante.

Mais le noeud des problèmes de cette industrie, c'est ailleurs qu'il faut le chercher, dans le régime de négociation très centralisé et trop dépendant de l'intervention répétée de l'État. Depuis nombre d'années, il est apparu évident que les consommateurs n'arrivent plus à suivre le rythme d'augmentation des coûts des travaux de construction, de rénovation ou d'entretien résidentiels. Entre les 85% d'entreprises de cinq employés ou moins qui oeuvrent dans le résidentiel, et la poignée de très grandes sociétés des secteurs industriel, commercial et de la voirie, la capacité de payer des salaires et d'offrir des avantages sociaux ne peut être comparée.

Les responsables

du travail au noir,

ce sont d'abord

les gens de

l'industrie

eux-mêmes.

De l'avis du gouvernement, et de la majorité des consommateurs, il faut donc mettre fin à un régime de négociation où tous les ouvriers et tous les entrepreneurs, quel que soit leur secteur, sont soumis aux mêmes obligations et bénéficient des mêmes avantages.

Si cette hypercentralisation des négociations a déjà pu être bénéfique, ne serait-ce que pour mettre fin aux guerres entre syndiqués, elle ne correspond plus aux exigences du marché et favorise le travail clandestin. Plutôt que de perdre un contrat, entrepreneurs et syndiqués s'entendent sur des conditions qui n'ont rien à voir avec le décret et fraudent allégrement le système.

Dans ces conditions, pourquoi ne pas négocier des conventions de travail différentes selon les secteurs ? Pourquoi ne pas mettre fin à la mauvaise habitude d'attendre du gouvernement qu'il passe un décret, plutôt que de négocier ?

L'industrie de la construction ressemble à un mauvais film de cow-boy où seule l'intervention du shérif tout-puissant, le gouvernement, peut venir à bout des querelles entre bons et méchants. Il est plus que temps que Québec cesse d'intervenir ainsi par décret, ce que demandent aussi les syndicats, mais ce que craignent les entrepreneurs. Par contre, le ministre a raison de vouloir fixer au 31 décembre, saison plus tranquille, la date d'échéance des conventions collectives de façon à limiter les dégâts d'une éventuelle grève conduite par les fiers à bras de l'industrie.

D'ici quelques semaines, le ministre Cherry devra présenter une loi qui devrait mettre fin au régime des décrets et imposer une négociation sectorielle. A la suite de ce qu'on a pu entendre au cours du Sommet qui vient de se terminer, il est à peu près certain que cette loi ne plaira à personne. Mais elle est nécessaire. Sans doute faudra-t-il cependant prévoir un calendrier et des modalités d'application souples, histoire de ne pas donner prise aux assauts démoniaques de hordes déchaînées sur les chantiers.

L E T T R E S

La saturation scientifique

J'ai eu l'occasion, dernièrement, de discuter avec une personne travaillant dans le domaine scientifique. Pendant notre conversation, ma plus vive impression fut que la science était pour cette personne l'unique voie de réussite pour les années futures.

«La médecine, la recherche, c'est de cela que la société a besoin pour son développement», disait-elle.

Or, mon cours de physique, je le suis par curiosité. Et ça se termine là. Désolée pour les scientifiques convaincus, mais c'est en littérature ou en art que je veux étudier au niveau collégial.

Et je ne veux pas que des élèves des sciences pures ou des sciences de la santé se moquent de moi ou pensent que seuls les «grands émotifs» choisissent la branche artistique.

Moi, ma vie, je veux la passer à lire, à écrire; à danser et dessiner si j'en avais le talent. Jouer avec les couleurs, jouer avec les mots. Pour représenter des sentiments, des opinions. Pour charmer l'œil, pour faire chavirer notre intérieur, pour faire briller les yeux.

Moi, je veux apprendre aux gens à rêver, à vivre en beauté, à ressentir des émotions dans une société qui pue le rationnel et le matériel. Je ne pourrais accepter que l'on dépense des millions pour un centre de recherche nucléaire en regardant la culture qui se corrompt sous mes propres yeux.

Je ne veux pas que les recherches sur le sida soient interrompues, je ne veux pas obliger les médecins à posséder une toile de Renoir et un recueil de Lamartine dans leur cabinet.

Ce que je désire, c'est que l'art soit plus subventionné qu'il ne l'est aujourd'hui dans les programmes

gouvernementaux. J'aimerais seulement que notre société soit un peu plus humaine et je crois fortement que l'art peut contribuer à cet élargissement.

Catherine-Judith Lavoie
Montréal, 22 octobre 1993

Question d'argent

Dans un article intitulé «Crise économique ou crise politique?», M. Alain Bonnin, économiste, (LE DEVOIR, 20 octobre 1993) estime que «réduire le chômage tout en combattant le déficit demande du courage, ce qui manque le plus dans nos classes politiques».

Selon M. Bonnin, le déficit peut être réduit grâce à l'introduction du ticket modérateur dans les services de santé, à la réduction des subventions agricoles, au dégrossissage de la fonction publique, à la remise en cause de certaines protections sociales, à la répression de la fraude (contrebande, travail au noir, précise l'économiste), etc.

Il faudrait aussi, toujours selon M. Bonnin, interdire la sécurité d'emploi, limiter les avantages sociaux, etc. Tant qu'à y être, pourquoi ne pas rétablir l'esclavage? Déficit et chômage disparaîtraient comme par enchantement.

Presque toutes les suggestions de M. Bonnin visent à châtier les démunis (bénéficiaires de l'aide sociale et chômeurs) et les gens de la classe moyenne. Des riches qui ne paient pas leur juste part d'impôts, des gens d'affaires qui ont à leur disposition de multiples moyens de diminuer leurs contributions fiscales, des banques qui font des profits indécents, des spéculateurs à qui les gouvernements concèdent des abris fiscaux, de ces financiers qui congédient des travailleurs par milliers pour accroître leurs profits, de ceux-là pas un mot.

Est-ce là du courage? Chose certaine, si un jour M. Bonnin reçoit une médaille pour ses propos «courageux», elle lui viendra d'un bien-nanté de ce monde.

Raymond Ouimet
Gatineau, 20 octobre 1993

Catholiques
24 heures par jour

Monsieur Baillargeon, votre article intitulé «La vérité de Jean-Paul II dans LE DEVOIR du 7 octobre 1993, m'a fortement déplu. Il contient plusieurs ironies et accusations fausses contre l'Église catholique et contre le pape. Je n'essaierai pas de réfuter toutes ces erreurs, mais j'aimerais exprimer une idée fort simple.

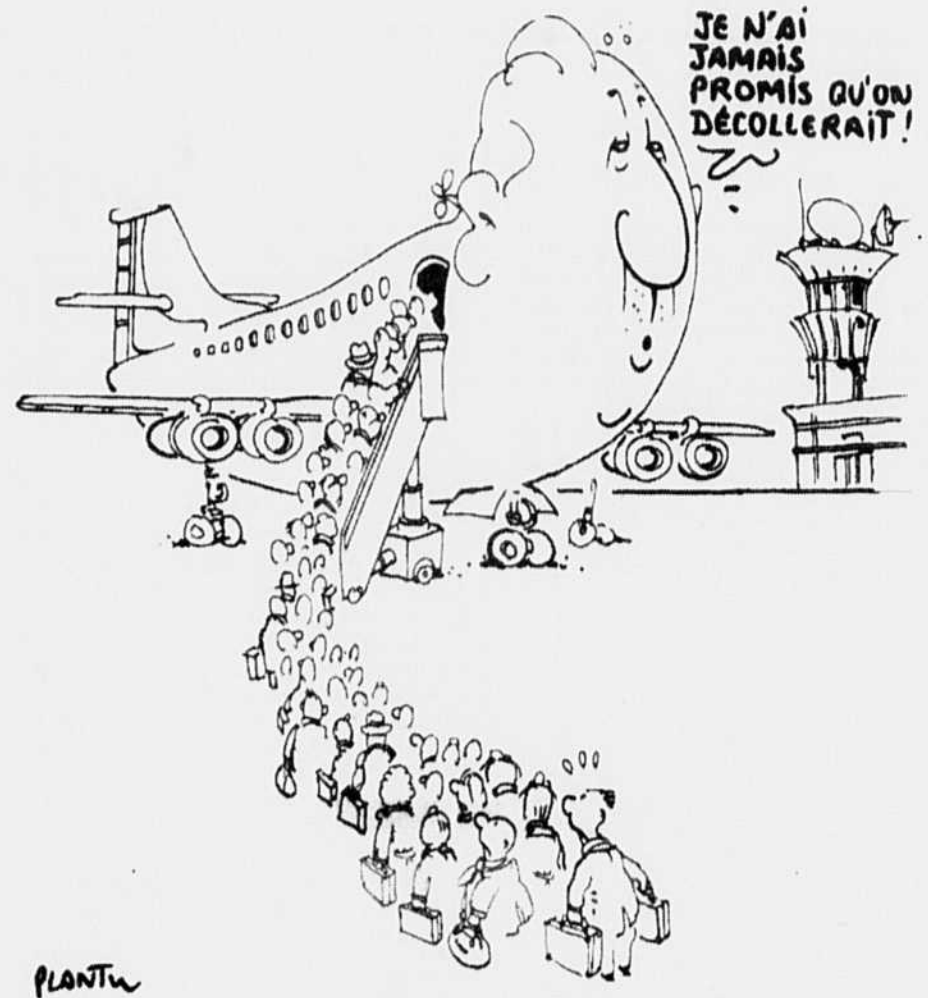
Si vous décidez de faire un voyage de Montréal à Edmonton, vous consulterez quelqu'un qui connaît bien le chemin. Il vous expliquera que vous pouvez aller par avion, par autoroute, etc. Mais si vous voulez aller en bateau, cela serait impossible, n'est-ce pas? Même, si vous le désiriez fortement, c'est un fait que vous ne pouvez pas y aller en bateau.

M. Baillargeon, le «chemin de la vie» est aussi bien tracé. Si on prend la vie au sérieux, on se rend compte qu'il vaut la peine de choisir un chemin sûr. Il y a seulement une vie et je préfère suivre la voie sûre de l'Église qui parle avec l'autorité de son fondateur Jésus-Christ, plutôt que de suivre la voie des libres penseurs, qui se disent théologiens, et dont les pensées changent comme des girouettes.

Trouver la vérité, c'est trouver la liberté et la joie. C'est pour cette raison que nous, catholiques, qui voulons être catholiques 24 heures par jour, nous remercions Dieu pour ce dernier cadeau du pape. Prions pour que tous puissent, un jour, voir la «splendeur de la vérité».

Maria Isabel Donado
Montréal, 16 octobre 1993

Dur dur pour Balladur



LE MONDE

Le doute

L I S E
B I S S O N N E T T E

Ma première voiture a passé son premier week-end à Kingston, sur le campus de l'Université Queens. Deux jours d'automne et de glace, en 1967 dont je me souviens à cause des dérapages, mais aussi à cause de Flora MacDonald. Elle occupait quelque fonction administrative, était fort aimée des étudiants, et m'avait été présentée par le seul vrai conservateur, au sens progressiste du terme, que j'aie jamais connu. Elle était vive et chaleureuse; je ne sais pourquoi je m'en suis souvenue, j'avais l'âge qui oublie, on rencontre tant de gens.

Flora était militante de base au Parti progressiste-conservateur. Elle y avait fait toutes ses classes et probablement collé toutes les enveloppes, du fait qu'elle était femme dans un parti plus que tout autre destiné pour les ambitions des garçons.

Je l'ai revue de loin, en février 1976, par une autre journée glaciale. A Ottawa, le PC choisissait son chef entre onze aspirants. Elle était la seule femme, tous échelons gravés. Nul ne lui croyait de vraies chances de l'emporter, la révolution culturelle eut été trop forte pour un parti qui émergeait à peine de son far-West. Mais il y avait un goût de miracle dans l'air. Le camp de Flora suscitait l'amitié, il charriait le bonheur de la différence. La suite est bien connue. Au premier tour de scrutin, Flora récolta 214 voix seulement, sur 2 360. Des délégués qui avaient arboré ses couleurs, une hypocrite moitié avait décroché dans le secret de l'isolat.

Après ce jour noir du machisme partisan, le «syndrome Flora» a rendu les partis prudents. En 1983, la nouvelle course au leadership du PC se déroula entre hommes seulement. En 1984, aucune femme n'était sur les rangs pour la succession de Pierre Trudeau à la tête du Parti libéral du Canada.

Puis le mauvais souvenir s'est embrouillé, le vent a tourné. Est-ce l'effet Thatcher ou plus profondément celui des enseignements du féminisme, l'aspiration d'une femme au leadership d'un parti politique est au moins apparue normale. Si Sheila Copps a fait sauter souvent, durant la course libérale à la succession de John Turner, en 1990, c'était à cause de son franc-parler et non de son sexe, encore que bien des mili-

tants avaient regimbé devant sa célèbre photo, à la une du magazine *Saturday Night*, en motocycliste tout cuir.

Le changement, il était justement dans le style de vie de Sheila Copps, qui expédiait par-dessus les moulins les contraintes partisanes et personnelles qu'avait dû s'imposer une Flora MacDonald, pourtant tout aussi forte de tête et de cœur. La défaite de la jeune libérale était prévisible, mais elle portait sa part de victoire.

Les partis franchissaient une autre étape: ils se sont mis à croire qu'un leadership féminin pourrait être un atout. Le premier à passer la barrière pour ces raisons avait été le NPD repent, lui qui avait boudé la charismatique Rosemary Brown en 1975. En décembre 1989, il préférait au bouillant et expérimenté Dave Barrett la sobre Audrey McLaughlin, débarquée au Parlement trois ans plus tôt comme députée du Yukon, inconnue, sans galons partisanes. Un parfum distinct de rectitude politique traversait le congrès, fier d'un courage auquel l'Inde et le Pakistan, faut-il le rappeler, avaient pourtant pavé la voie depuis longtemps.

Au tour des Conservateurs, en 1993, les femmes étaient devenues un intéressant calcul contemporain. Pour gagner le leadership, Kim Campbell devait être le contraire de Flora MacDonald: nouvelle venue au parti, un brin séillante, affirmée, intellectuellement sans complexes ou sans apparence de complexes. Seule et sans enfant, certes, mais elle ne devait surtout pas donner l'impression d'avoir passé sa vie au couvent: ses deux divorces avaient du chic.

Tel est bien le problème, et peut-être le drame, Audrey McLaughlin et Kim Campbell ont semblé incar-

ner, à la tête de leur parti, une égalité hier encore inaccessible aux femmes. Elles n'ont pas eu à jouer longtemps les servantes, à camoufler leur style de vie, et même à travailler «dix fois plus fort» que les hommes, comme le veut le vieux cliché féministe. Elles ont joué leur partie comme elles l'entendaient, erreurs et bons coups compris, ainsi que des hommes l'auraient fait. Tout les sondaurs vous diront, au surplus, que leur genre ne jouait à peu près aucun rôle dans la préférence ou le rejet des électeurs.

Et elles ont toutes deux perdu, de façon catastrophique. Lundi dernier en soirée, devant les dégâts, des femmes politiques aussi différentes que Sheila Copps et la conservatrice Pat Carney juraient toutes deux que la régression n'aurait pas lieu, que leurs semblables n'essuieraient pas de contrecoup.

J'en doute. Depuis que les partis politiques existent, les hommes qui les dirigent s'écrasent ou triomphent; la loi du nombre fait toutefois que la minorité gagnante est toujours de leur sexe. Mais dans nos démocraties tout juste converties au rôle politique des femmes, les premières et rarissimes aspirantes aux plus hautes fonctions ont toutes subi des échecs majeurs: Geraldine Ferraro aux États-Unis, Edith Cresson en France, c'est l'histoire à peine remaniée de Kim Campbell ou de Audrey McLaughlin. La loi du nombre, dans leur cas, ne laisse même pas de place à une minorité gagnante.

Tous les politologues du monde nous expliqueront qu'à circonstances égales, à stratégie égale, des hommes auraient perdu aussi lourdement. Mais l'échec des femmes de 1993 marquera un univers partisan où elles sont encore très minoritaires, où la révolution est arrivée artificiellement par le sommet. Où l'égalité n'est encore qu'une apparence, le maquillage d'un appareil.

Je ne verrai donc pas une femme premier ministre avant l'an 2000, au Québec ou au Canada, et je salue les braves qui ont pris le risque des premiers échecs, inévitables. Leur exemple reste l'antidote contre l'image à la fois glorieuse et désespérante de la solide Hillary Clinton, qui dirige aujourd'hui les États-Unis parce qu'elle a pris le raccourci d'en épouser le futur président.

À P R O P O S

... du travail autonome

Au cours des années 80, le travail autonome a connu une croissance deux fois supérieure (29 %) à celle enregistrée pour l'ensemble des emplois (14 %). «Le travail autonome désigne l'occupation des personnes vendant leur production, leur talent, leur compétence à plus d'un employeur.» Parmi les 858 000 personnes travaillant de façon autonome au Canada, près de 40 % sont des femmes. Au Québec, 450 000 personnes ont occupé un emploi autonome en 1989, soit 12,9 % de toutes celles qui ont travaillé cette même année et 9 % des femmes en emploi. Il semble que la majorité des travailleurs autonomes oeuvrent principalement dans la région de Montréal.

Les mutations de la structure économique laissent entrevoir que l'emploi autonome prendra de plus en

plus d'importance au sein du marché du travail. L'apport de cette activité sur le plan social et économique est important particulièrement face à son potentiel de développement et à l'expansion des économies locales et régionales. Les personnes travaillant de façon autonome se retrouvent essentiellement «dans les secteurs du commerce de détail, des services personnels, des services aux entreprises, de même que dans l'agriculture et la construction. Elles sont particulièrement concentrées dans des activités qui requièrent peu d'investissement et souvent peu de formation technique ou professionnelle».

Politique québécoise en matière de condition féminine, 1993.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration ANDRÉ LECLERC

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN ROBERT SANSFAÇON

2050, rue De Bleury, 9e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985 3333

F A I S C E Q U E D O I S

IDÉES

Qui a peur de l'art contemporain?

Si sa réception fait problème, il y a de fortes chances que ce soit parce que cet art exprime justement un malaise

FRANÇOIS BERTRAND

Professeur de philosophie
Collège Édouard-Montpetit

FRANÇOIS-MARIE BERTRAND

Peintre

Cette vague a une histoire qui se présente sous deux principaux aspects: international et local. Les milieux artistiques des grandes capitales (Athènes, Rome, Florence, Paris, New York...) agissent comme pôles de condensation et de diffusion des expériences esthétiques; leur influence s'étend bien au delà de leurs frontières.

C'est ce qui leur donne un statut international. Par ailleurs, l'art est pratiqué localement un peu partout dans le monde (Baie-Saint-Paul, Kiev, Tombouctou...).

Internationalement, on s'entend généralement sur l'existence d'événements d'envergure qui correspondent à certains moments importants de l'histoire de l'art.

Dans l'incapacité de comprendre l'art actuel, certaines personnes veulent retourner à une solution plastique révolue depuis un bon moment. C'est-à-dire, ignorer totalement cette histoire et offrir des solutions déjà connues.

En d'autres termes, faire comme si la chose ne se passait qu'ici, en cercle fermé, entre nous. Réinventer la roue! Il est plus facile avec un recul de juger les événements. Évaluer l'art au présent est aussi difficile que juger de la politique au présent.

Il se peut qu'en certains endroits, où il y a un monolithisme idéologique, on s'impose une solution unique, par exemple le réalisme socialiste. Alors, on agit comme si on ne devait pas être informé des grands courants artistiques d'ailleurs.

Ce qui équivaut à imposer la méconnaissance de l'histoire de l'art et à exiger des artistes qu'ils fassent usage de formes caduques.

L'art, ce n'est pas une commodité, ni un aide-mémoire; l'art ne saurait être qu'un bibelot, qu'une histoire narrative, qu'une illustration, ou qu'une décoration. Nous avons conscience de l'existence de la pratique de l'art.

C'est même une activité qui nous distingue des animaux. Les artistes sont là pour nous empêcher de prendre le monde pour une simple habitude de percevoir, d'agir et de penser. Ils sont là pour agrandir les domaines de la sensibilité. Il faut cependant ajouter que l'art est devenu un investissement.

La peinture, une fenêtre sur le monde

Connue depuis les Grecs par le mot *mimésis*, la peinture a longtemps été une fenêtre ouverte sur le monde, sur un spectacle quelconque, ou une imitation de la nature. Nous savons que la photographie existe depuis déjà 150 ans et qu'à cause d'elle la peinture est allée voir ailleurs.

La photographie fait mieux! Vers la fin du XIX^e siècle, l'espace perspectif en usage depuis la Renaissance s'est rabattu sur le plan du tableau, entre autres avec le travail de Cézanne. La photographie a suscité plus ou moins directement l'exploration de la déformation *expressionniste* et, plus tard, de la non-représentation.

L'abstraction nous propose l'avant-scène du tableau, l'espace «suggère» a donc beaucoup changé. Tout le domaine de l'abstraction est devenu plus proprement pictural depuis l'existence d'une «machine à dessiner». La photographie nous a permis de voir autrement que par l'instantanéité et elle nous a libéré des servitudes du dessin. L'abstraction fait partie de l'horizon pictural à cause d'une série d'événements incontournables de l'histoire.

Le métier d'artiste n'a jamais cessé de se recomposer et d'explorer les marges du connu.

Voici une suite de solutions esthétiques qui nous ont été proposées par des peintres figuratifs depuis environ un siècle: *l'impressionnisme*, le *pointillisme*, le *fauvisme*, *l'expressionnisme*, le *cubisme*, le *dadaïsme*, le *surréalisme*, le *lyberréalisme*, la *nouvelle figuraton*...

Des progrès technologiques, idéologiques et scientifiques ont coloré le champ pictural. Par exemple, l'invention du tube de peinture, au milieu du siècle passé, permet aux *impressionnistes* d'aller jouer dehors.

Plus près de nous, avec le dessin fractal, jonction d'équations mathématiques récurrentes et de l'ordinateur, des paysages entiers sont créés sans l'usage de la main.

De toute évidence, la réception de la peinture abstraite fait problème. Il y a aussi les formes d'art issues de *Marcel Duchamp* et de *Dada* (*l'installation*, le *pop art*, *l'arte povera*...) qui excitent les esprits. Duchamp nous a appris à percevoir et à penser que nous vivons entourés d'objets produits en série. Même qu'actuellement, ce sont les objets uniques qui sont rares. Plusieurs artistes ont exploité l'univers machinique (*Andy Warhol*, *Jean Tinguely*...).

Bizarrement, des gens écrivent dans des médiums tirés en très grands nombres d'exemplaires



Est-il plus facile de comprendre la situation économique mondiale ou *Vanitas* de Sterbak? «La robe de viande» est cette oeuvre de la Canadienne Jana Sterbak exposée en 1991 au Musée national à Ottawa et qui avait suscité tout un émoi pour avoir utilisé la viande comme médium.

(s'en rendent-ils compte?), des textes dénonçant l'usage que font les artistes des objets sériels. Sauf que ces derniers le font consciemment (la *vidéo*, le *copy art*, le *text art*).

On fait l'opération suivante: on commence par méconnaître l'insertion d'une oeuvre dans la vie de l'artiste. Ensuite, on fait le silence sur la présence de celui-ci dans son contexte culturel, de même que sur son rayonnement. Les arts plastiques ayant un équivalent monétaire, on les transforme alors en sommes d'argent. On associe cette nouvelle valeur à toutes sortes d'objets sans rapport avec l'oeuvre.

Ce procédé peut être répété avec plusieurs autres objets, et c'est assez gros: tout vider et s'étonner qu'il n'y ait plus de sens.

On ne regarde donc plus un tableau, mais son équivalent de 1,8 million de dollars attaché à une chose qu'on vient justement de vider. On termine, comme si tout cela était innocent et que personne ne s'en était aperçu, en présentant le tout au grand public, et on crie «Au scandale!» (si nous voulons un bien meilleur scandale monétaire, pourquoi ne pas aller du côté de l'endettement collectif de plus de 70 milliards \$ dû à nos députés et ministres — qui est de quatre fois supérieur à l'ensemble du budget de la culture?).

Un laboratoire de recherche

L'art contemporain est un laboratoire de recherche dont les dimensions s'étalent du monde sensible au monde des idées. Chaque nouvelle forme d'art provoque nécessairement une résistance. L'histoire nous l'a confirmée. Conséquemment, cette résistance provoque un malaise, un confort.

Nos habitudes visuelles sont, année après année, choquées, remises en question. Beaucoup

s'en fatiguent. Des habitudes confirmées produisent une certaine forme de jouissance, une reconnaissance. Au contraire, la culture picturale est une problématique qui se remet constamment en question. Ce qui anime chaque idée nouvelle, c'est un appétit d'inconnu plutôt qu'une nostalgie du déjà vu. Ce laboratoire est lié à l'isonomie et au conflit. Le conflit et l'isonomie sont des fondements de la démocratie.

Si la réception de l'art contemporain fait problème, il y a de fortes chances que ce soit parce qu'il exprime, justement, un malaise. Est-il plus facile de comprendre la situation économique mondiale ou *Vanitas* de Jana Sterbak (la robe de viande)?

Nous vivons entourés d'images (la télé, la publicité...) Ces images sont destinées à une consommation facile, rapide et immédiate. Le laboratoire produit de la difficulté. L'imagination pousse vers ses limites.

Qui veut arrêter la vague?

Qui veut arrêter la vague? Pourquoi voudrait-on revenir en arrière? Pourquoi en rester là, quelque chose de déjà vu? Comment se fait-il qu'il soit nécessaire de constamment justifier l'art dans sa nouveauté, la créativité et les instances qui s'en font les témoins, sinon à cause d'un obscurantisme endémique?

Les musées, les galeries, la critique, les universités, les écoles ont pour mission de nous tenir au courant de la vie de l'esprit d'ici et d'ailleurs.

Ils doivent permettre, par leurs acquisitions, leurs expositions, leurs enseignements et leurs écrits, l'accès aux problématiques qui ont marqué et qui marquent présentement le monde et la réalité artistique. Les instances culturelles et politiques d'ici, les intellectuels et les systèmes éducatifs, la bourgeoisie tout comme l'ensemble de la population, ont le devoir de soutenir les arts en tant qu'activité dynamique dans notre société. Une société qui ne soutient pas ses artistes, ses penseurs et ses chercheurs risque la noyade.

Des Québécois parlent aux Français

Défendre notre langue commune, c'est servir le progrès et la liberté

LE COLLECTIF
AVENIR DE LA
LANGUE FRANÇAISE

Nous, Québécois, Nord-Américains de langue française, nous éprouvons une vive inquiétude devant le risque de colonisation linguistique et culturelle de la France par la diffusion et la pénétration accélérées du modèle anglo-américain et de la langue anglaise dans de nombreuses sphères de l'activité nationale.

L'anglo-américanisme qui se développe depuis quelques années en France, et ne cesse de s'amplifier au fil des mois, préoccupe l'ensemble des francophones dans le monde, particulièrement ceux d'entre nous qui sont d'origine française. Nous sommes en effet tous comptables du destin de notre langue commune. À ce titre, nous nous estimons autorisés à réagir devant la crise du français dans l'Hexagone, espérant contribuer à conjurer un péril dont nous risquons — et tous les francophones avec nous — d'être victimes autant que vous. Nous ne pouvons pas rester passifs devant le drame qui se noue, non seulement parce que ce serait la non-assistance à «mère-patrie en danger» mais parce que votre propre déclin signifierait le nôtre. Notre intérêt autant que notre affection nous incitent à prendre la parole.

Qu'un pays qui occupe une place considérable dans les affaires internationales, dont la langue, toujours porteuse d'universel, est l'une des grandes langues mondiales de culture et de communication, apparaisse soudainement enclin à renoncer à ce qui constitue le plus clair de sa personnalité et le premier facteur de son rayonnement, voilà qui ne peut s'expliquer que par un étrange iréalisme. Pareil comportement, loin de favoriser la diffusion internationale de la production française, en mine progressivement l'originalité, l'authenticité, donc le potentiel de diffusion, et facilite en revanche l'importation massive de la production américaine, y compris dans le secteur clé des industries culturelles. On perd ainsi sur les deux tableaux.

Jour après jour, les manifestations de cette abdication se multiplient avec une triste et persévérante éloquence: cela va des colloques scientifiques ou l'usage du français est pratiquement exclu par les organisateurs jusqu'au déroulement en anglais des réunions des conseils d'administration de certaines grandes sociétés, en passant par l'omniprésence de la chanson et du cinéma américains à la radio et à la télévision et par le tournage, désormais fréquent, en anglais de longs métrages prétendument français. Encore un petit effort et le français se trouverait banni des ondes, des publications scientifiques et des réunions d'affaires.

Le plus grave dans cette forme pernicieuse d'aliénation, c'est de tourner le dos à l'avenir et de ne plus se reconnaître dans son propre héritage culturel. Que d'autres pays soient victimes à divers degrés d'un état de choses analogue ne saurait certes servir ni d'excuse, ni d'alibi, d'autant que la langue française, en raison de son histoire et de son rayonnement, devrait constituer un garant et un recours pour les autres langues.

Beaucoup de Français semblent penser que la langue anglaise a conquis le monde entier, à assis partout sa suprématie, et paraissent oublier qu'il existe dans le monde une quarantaine de pays dont le français est soit la langue maternelle, soit la langue officielle ou l'une des langues officielles ou langues d'usage, que ces pays forment une véritable communauté encore jeune mais riche de promesses.

Au delà même des pays francophones, des dizaines de millions de personnes au monde pratiquent le français et considèrent notre langue comme voie d'accès à la modernité autant que facteur d'épanouissement. Le contraste est éloquent entre la présence encore forte du français dans de vastes régions du globe et la propension de nombreux Français à renier leur langue, à promouvoir l'usage de l'anglais non seulement à l'étranger mais dans leur propre pays. L'apparition récente d'un mouvement de résistance dans l'Hexagone, ouvert sur l'avenir et sur le progrès, qui fait le pari de la raison, de la dignité et de la solidarité des cultures, autorise l'espoir. Cette

initiative recueille le soutien des francophones du monde entier et notamment les Québécois. Au reste, les situations tendent à se rapprocher: nous sommes tous désormais des «pays de marche», nous sommes tous au front.

Il n'y a qu'un combat fondamental pour la langue française aujourd'hui, même s'il emprunte des accents et revêt des aspects différents d'un pays à l'autre. Ce combat ne concerne pas que les pays francophones mais se livre à la mesure du monde parce que toutes les langues (et les cultures dont elles sont le support et l'expression première) sont également menacées et elles le sont essentiellement en raison du même phénomène: la montée d'une nouvelle hégémonie qui annonce un modèle unique de consommation, de communication, de récréation (les industries «culturelles»). Le phénomène est sans précédent dans l'histoire du monde car il rejoint aujourd'hui tous les milieux, toutes les régions, toutes les classes sociales de chaque pays: il porte en lui la folklorisation de toutes les cultures et une redoutable uniformisation qui est l'exact contraire de l'universalisme.

Uniformisation sur tous les plans: habitudes, modes et comportements d'abord, attitudes, mentalités et sensibilités ensuite et jusqu'à l'imaginaire, aux fêtes et aux rêves. Les multinationales du commerce ont besoin d'un monde uniforme, de peuples toujours plus semblables les uns aux autres à tous égards afin d'étaler les coûts de production, de se développer à l'échelle de la planète en éliminant les traductions, en simplifiant le message publicitaire, en n'ayant à fabriquer qu'un petit nombre de produits pour un nombre toujours plus grand de consommateurs aux goûts et aux comportements de plus en plus similaires. C'est le triomphe de l'homogène, le crépuscule du singulier.

Il est tout à fait erroné et contraire à une vision moderne et universelle de l'humanité de prétendre que l'idéal de l'unité humaine puisse se réaliser, dans le champ culturel et linguistique comme dans le champ politique, à travers l'instauration d'une

hégémonie quelconque. Pareille hégémonie serait porteuse d'appauvrissement culturel, d'uniformisation désoyante et de totalitarisme idéologique inacceptable. Le respect de la diversité des langues et des cultures est une condition essentielle à l'épanouissement de la démocratie et de la liberté.

Faire échec à l'uniformité devient notre plus haute obligation. Le salut de la diversité est la condition de la liberté des peuples comme des individus. Voilà qui donne tout son sens et tout son prix à la défense et à l'affirmation de la langue française.

Les 101 signataires du manifeste Avenir de la langue française (Septembre 1993):

Michel Agnaffé, François-Albert Angers, Yves Beauchemin, Marie-Andrée Beaudet, Louise Beaudoin, Claude Béland, Pierre de Bellefeuille, René Blanchard, Nicole Boudreau, Jacques Boulay, Pierre Bourgaud, Guy Bouthillier, Gaetan Brulotte, Paul Buissonneau, René Caron, Jean-Jacques Chagnon, Pierre Chagnon, Paul Chamberland, Gaston Cholette, Gilbert Choquette, Jean-Claude Claveau, Lise Cloutier-Trochu, Jean-Claude Corbeil, Marcel Couture, Fernand Daoust, Roch Denis, Jean-Paul Desbiens, Jean Dorion, Fernand Dumont, Jean-Claude Dupuis, Pierre Dupuis, Jean-Pierre Duquette, Jean Ethier-Blais, Françoise Faucher, Madeleine Ferron, Marcelle Ferron, Hervé Foulon, Danielle Gagné, Jean Genest, Jacques Girard, Gérald Godin, Pierre Graveline, Yvon Groulx, Gaston Harvey, Pierre Harvey, André Jassin, Jacques Jolicoeur, Renée Joyal, Pauline Julien, Naim Kattan, Maryvonne Kendergy, Andrée Lachapelle, Benoît Lacroix, Ambroise Lafortune, Philippe Laframboise, Bernard Lamarre, Henri Lamoureux, Pierre Lamy, Robert Laplante, Alain Laravée, Christian Latorue, Gaston Laurion, Camille Laurin, Yvon Leclerc, Micheline Legendre, Jean-Marc Léger, Delmas Lévêque, Père Georges-Henri Lévêque, Doris Lussier, Andrée Maillet, Antonine Maillet, Clément Marchand, Pierre Martel, Jacques-C. Martin, Yves Martin, Lambert Mayer, Yves Michaud, Marco Micone, Gaston Miron, Denis Monière, Jacques-Yvan Morin, Rosaire Morin, Louis O'Neill, Madeleine Ouellette-Michalska, Lorraine Page, Suzanne Paradis, Hélène Pelletier-Bailly, Jean-Guy Pilon, Michel Plourde, Jean-Jacques Roy, Louis-Philippe Saint-Martin, Giuseppe Sciortino, Sylvain Simard, Michel Têtu, Gilles Tremblay, Pierre Trépanier, Marcel Trudel, Gérard Turcotte, Serge Turgeon, Pierre Vadeboncoeur, Denis Vaugeois.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes: à l'information générale et métropolitaine: Sylvain Blanchard, Paul Cauchon, Jean Chartier, Louis Gilles Francoeur, Louis Guy L'Heureux, Jean-Pierre Legault, Caroline Montpetit, Bernard Morrier, Isabelle Paire, Diane Précourt, Laurent Soumis, Guy Taillefer, Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon, Roland Yves Carignan, Pierre Cayouette (Lières), Paule des Rivières, Marie Laurier, Robert Levesque, Odile Tremblay; à l'information économique: Gérard Bérubé (responsable), Robert Dufresne, Claude Levesque; à l'information internationale: François Brousseau (éditorialiste et responsable), Antoine Char, Jocelyn Courbon, Sylviane Tramer, Clément Trudel; à l'information politique: Pierre O'Neill, Jean Dion (correspondant parlementaire à Ottawa), Gilles Lesage (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec), Michel Venne (correspondant parlementaire à Québec); Serge Chapleau (caricaturiste); à l'information sportive: Yves d'Avignon, Denise Babin, Rachel Duchlos (commis), Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction), Isabelle Baril (secrétaire à la direction). LA DOCUMENTATION: Gilles Paire (directeur); Manon Scott, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA DIRECTION ARTISTIQUE: Lucie Lacava. LA PUBLICITÉ: Lucie Pinsonneault (directrice); Jacqueline Avril, Brigitte Cloutier, Gyslain Côté, Francine Gingras, Johanne Guibeau, Lucie Lacroix, Christiane Legault, (publicitaires); Micheline Turgeon (commis); Michèle Bouchard (secrétaire); Ghislaine Lalleur (receptionniste). L'ADMINISTRATION: Henry Riedl (contrôleur); Nicole Carmel (coordonnatrice des services comptables); Florine Cormier, Céline Furoy, Jean-Guy Lacas, Raymond Matte, Nathalie Perrier, Danielle Pionton, Danielle Ross, Linda Theriault (adjoins à l'administration). LE MARKETING ET SERVICE À LA CLIENTÈLE: Christiane Benjamin (directrice); Johanne Brien (secrétaire); Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Olivier Zaida, Rachelle Leclerc-Venne, Jean-Marc Ste-Marie (superviseur aux promotions des abonnements). LA PRODUCTION: Robert McDougall (directeur des systèmes informatiques et de la production); Johanne Brunet, Danielle Cantara, Sylvain Darcy, Richard Des-Cormiers, Caroline Des-Rosiers, Lynda Di Cesare, Marie-Josée Hudon, Michael Schneider, Marie-France Turgeon (coordonnatrice); Christiane Vaillant. Les annonces classées et avis publics: Yves Williams (superviseur); Dominique Charbonnet, Marlene Côté, Sylvie Laporte, Pierrette Rousseau, Micheline Rueland. LE CONSEIL DU DEVOIR INC. Pierre Bourgie (président). LA FONDATION DU DEVOIR: Marcel Couture (président); Roger Boisvert vice-président et directeur général; Raymond Guay (responsable du financement privé).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

HÉLICOPTÈRES *Plutôt le TGV*

SUITE DE LA PAGE 1

d'yeux et de bras armés aux neuf frégates commandées par les libéraux, il y a une dizaine d'années, et de 15 autres appareils, destinés à des tâches de surveillance des côtes et d'opérations de sauvetage, relevant des forces aériennes. La première ministre, Mme Kim Campbell, a promis durant l'élection récente de réduire de sept, soit de 35 à 28, le nombre d'appareils commandés pour la marine, ce qui devait baisser la facture d'un milliard de dollars.

Pour la CSN, Ottawa doit annuler tout achat d'hélicoptères et non seulement le contrat des EH-101, même si cela équivaut à paralyser littéralement les frégates, dont une est en chantier chez MIL Davie, dans la région de Québec. Les employés de cette entreprise sont affiliés à la CSN.

En effet, cette centrale estime qu'Ottawa doit récupérer à d'autres fins les 5,8 milliards du contrat des EH-101, ce qui ne laisserait aucun budget pour la modernisation des hélicoptères actuels ou leur remplacement par de plus petits appareils, comme les Sky Hawks, par exemple, que la firme Sikorsky des États-Unis se dit capable de fournir pour la moitié du prix.

Selon les porte-parole de la CSN, il n'y a «aucun besoin» pour des hélicoptères spécialisés dans la détection et la destruction de sous-marins, du fait que le Canada n'a aucun ennemi ainsi équipé. Du moins pour l'instant.

On est toutefois prudent sur un point à la CSN car on ajoute que l'annulation du contrat des hélicoptères pourrait se faire dans le cadre d'une «réévaluation de l'ensemble de la politique de défense du Canada». Une telle réévaluation pourrait paradoxalement privilégier la construction des EH-101 plutôt qu'un armement plus lourd pour la défense des côtes canadiennes.

Le Québec devait en principe toucher le tiers des retombées du contrat d'équipement des hélicoptères, accordé au consortium italo-britannique EH Industries. Le milliard de dollars dévolu à l'informatisation des appareils devait essentiellement profiter à la société Paramax, de Montréal, et à Canadian Marconi, CAE Electronics

de Montréal, et à Canadian Marconi, CAE Electronics devait pour sa part fabriquer les simulateurs d'entraînement. Les trois firmes sont montréalaises. La construction des moteurs (General Electric) aurait surtout profité au Manitoba. L'intégration de l'informatique dans les appareils construits en Europe aurait été réalisée à Halifax.

La CSN, qui craint les séquences économiques de l'annulation du contrat des hélicoptères pour la région de Montréal, demande à Ottawa de consacrer la moitié des fonds récupérés à la création d'un «Fonds de reconversion industrielle pour les industries militaires», un pilier de l'économie métropolitaine.

Il est d'autant plus urgent de créer ce fonds, estime le secrétaire général de cette centrale, M. Pierre Paquette, que l'industrie militaire subit partout dans le monde le contre-coup de la détente internationale. Le budget des EH-101, ajoute M. Paquette, ne doit pas servir à des projets ponctuels, comme la réfection du réseau routier canadien, promis par les libéraux durant la campagne.

Le contrat, dont Paramax bénéficiait, était ce qu'on appelle un contrat «structurant», qui devait créer une nouvelle technologie et ainsi servir de pilier à d'autres industries. Il faut donc, estime la CSN, consacrer le même argent à obtenir un effet économique «aussi structurant» dans la région de Montréal par des projets comme le TGV, préconisé par le Bloc québécois, ou le Plan d'action Saint-Laurent, qui a généré des investissements de 818 millions et créé 11 338 emplois.

La CSN s'insurge de l'appui accordé en fin de semaine au contrat des hélicoptères par le Conseil du patronat. Elle rappelle que le récent «Rendez-vous économique 93», organisé par le même CPQ, a retenu, il y a quelques semaines à peine, l'idée de la CSN de créer un Fonds de reconversion de l'industrie militaire.

Ottawa doit d'autant plus accorder une attention prioritaire à ce projet, conclut le secrétaire général de la CSN, que le Québec a été «fortement défavorisé dans l'octroi des grands projets, tels Hibernia, et celui de 9 milliards de dollars de frégates, en plus de ne pas recevoir sa juste part des investissements fédéraux dans le domaine de la recherche et du développement ou dans les projets manufacturiers structurants.»

ÉLECTIONS *Un vote «racial»*

SUITE DE LA PAGE 1

pas rapidement sur place assez de policiers et M. Dinkins a fait la même erreur en n'intervenant pas lorsqu'un épicier coréen, qui avait frappé un voleur noir, avait été victime d'un boycottage accompagné de manifestations quotidiennes devant son magasin pendant plusieurs semaines.

M. Dinkins, 65 ans, ancien avocat, a accusé son concurrent républicain de n'avoir qu'une poignée de Noirs dans son équipe et de vouloir diminuer les programmes sociaux dont les bénéficiaires sont les pauvres, c'est-à-dire précisément les Noirs et les personnes d'origine latino-américaine.

Ce conflit de race a débordé lorsqu'un ami de M. Dinkins a reproché au candidat républicain pour le poste de contrôleur des finances de la ville, l'avocat hispanique Herman Badillo, d'avoir épousé une femme qui ne fait pas partie de sa communauté car elle est juive. Ces propos ont été immédiatement condamnés par M. Dinkins.

Un vote «racial»

De fait, M. Dinkins sait qu'il sera plébiscité (88% des intentions de vote) chez les Noirs qui forment un quart de la population de la ville. M. Giuliani, lui, sait qu'il est crédité de 60% des intentions de vote chez les blancs catholiques.

M. Giuliani, favorable à la peine de mort mais aussi à l'avortement, sait qu'il peut compter sur une confortable avance dans l'électorat juif, mais malgré le soutien de plusieurs notables hispaniques, il est toujours devancé dans ce groupe par le maire sortant.

Un autre élément semble favoriser M. Dinkins: le souvenir des émeutes raciales de Los Angeles, qui ont fait au printemps de 1992 une cinquantaine de morts et un millier de blessés, après l'acquiescement de policiers blancs jugés pour avoir passé à tabac un automobiliste noir.

De nombreux New-Yorkais constatent que leur ville a connu seulement des affrontements limités, et en cas d'émeutes ils sont persuadés qu'un maire noir pourrait ramener le calme plus facilement qu'un maire blanc.

M. Dinkins ne veut pas que cette considération entre en jeu: «Je veux que vous me soutenez non pas à cause de la couleur de ma peau, mais à cause de mes qualités humaines et de la richesse de mon expérience», a-t-il déclaré jeudi à ses supporters.

En cas de victoire de M. Giuliani, ce serait la première fois en 20 ans que New York aurait un maire républicain. La cité suivrait en outre l'exemple de trois autres des cinq plus grandes villes du pays (Los Angeles, Chicago et Philadelphie) en remplaçant un Noir par un Blanc.

Ce n'est toutefois pas une tendance nationale.

Maires noirs en bonne position

Ainsi, les maires noirs de Seattle et Cleveland, Norm Rice et Michael White, ont une telle popularité qu'ils paraissent sûrs d'être réélus. À Atlanta, le partant Maynard Jackson est certain d'être remplacé par un autre Noir. Et à Detroit, ce sont deux Noirs qui sont les mieux placés pour prendre le siège laissé vacant par Coleman Young.

À Miami, les sondages accordent une nette avance à Steve Clark, un non-Hispanique qui s'est acquis de nombreux soutiens dans la communauté originaire de Cuba, contre l'Hispanique Miriam Alonso.

Et à Boston, la division ethnique est encore d'un autre genre: pour la première fois depuis plus de 60 ans, cette ville risque d'avoir un maire qui ne soit pas d'origine irlandaise. Le premier magistrat par intérim Thomas Menino, un Italo-Américain, est en effet devant vainqueur contre «l'Irlandais» républicain Jim Brett.

Concernant les gouverneurs, le républicain George Allen a pris une avance en Virginie sur la démocrate Mary Sue Terry qui défend un contrôle plus strict des armes à feu. Et dans le New Jersey, la républicaine Christine Todd Whitman semble avoir une petite chance de déloger Jim Florio, qui est en tête dans les sondages mais reste très impopulaire pour avoir décidé peu après sa prise de fonction en 1990 la plus forte hausse des impôts de l'Etat.

Parmi les nombreux référendums organisés dans le pays, on remarque ceux proposant aux électeurs de l'Etat de Washington de se prononcer en faveur d'une limitation des impôts et de la prison à vie incompressible pour les personnes condamnées à trois reprises pour crime.

Dans le Maine et à New York, on se prononcera sur une limitation du nombre de mandats des responsables politiques et, en Californie, sur la prise en charge par l'Etat des frais des écoles privées. A New York, les habitants du faubourg le plus éloigné de Staten Island diront — à titre purement indicatif — s'ils veulent faire sécession de la communauté urbaine.

SUITE DE LA PAGE 1

tournée dans son bled, mais le fugueur fut vite rattrapé par la police et ramené par le chignon du cou à un père en furie. Par la suite, de *La Strada* aux *Clowns*, à travers toute son œuvre en fait, les caravaniers du cirque reviennent hanter l'univers fellinien.

Il avait un talent de caricaturiste, rêva longtemps d'être grand reporter. À 17 ans, déterminé à fuir ce Rimini où décidément il étouffait, il réalisa son rêve en s'expatriant à Rome et il collabora de la plume et du crayon à *Marc' Aurelio*, un hebdomadaire satyrique. Un jour, de fil en aiguille, Fellini mit la main à un scénario, devint un champion du genre (par la suite, il co-scénarisa même le génial *Rome, ville ouverte*, de Rossellini). En 1943, écoutant une bande sonore, il fut captivé par la voix d'une actrice, et lui envoya des fleurs. Elle s'appelait Giulietta Masina, devait devenir son épouse, sa muse et une de ses actrices fétiches. C'était déjà elle en 54, la victime pathétique de *La Strada*. Elle, l'héroïne désespérée de *Juliette des esprits*, elle qui accompagna Fellini jusqu'à la fin de sa vie, et fut hospitalisée pour dépression à l'heure où son mari était victime d'une première attaque en août dernier. Elle, que les journaux italiens décrivaient ces derniers jours «psychologiquement détruite par la douleur».

On a connu le Fellini comédien, en 48 dans *Le Miracle* entre autres de Rossellini (dont il avait aussi écrit le scénario) où il jouait une sorte de Christ apparu à une mendicante simplette incarnée par Anna Magnani; film qui devait être celui par qui le scandale arrive et jugé sacrilège dans l'Italie ultra catholique de 1951. Mais le scandale et Fellini ont toujours fait bon ménage.

FELLINI *Des bijoux fictifs*

Dès l'année suivante, il se lança dans la réalisation avec *Le Sheik blanc*. C'est cependant *La Dolce Vita* en 1960 qui lui apporta la gloire. Son alter ego, l'acteur Marcello Mastroianni y fit son apparition. Le film, qui choqua les âmes prudes, fut lué à la première et Fellini tabassa par un spectateur, puis défié en duel par un autre. Ce qui lui apporta bien évidemment des records d'audience. Fellini était lancé, son monde onirique fixé et imposé, et *La Dolce Vita* couronnée de la Palme d'or cannoise.

Laissant derrière lui toute trace de néo-réalisme, Fellini poursuivit sa quête symbolique dans le remarquable *Huit et demi*, toujours avec son double Mastroianni, dans le rôle du créateur angoissé et hanté, à qui tout échappe, tandis que ses fantômes, ses fantasmes et les créatures de son cerveau prennent le devant de la scène.

Avec *Juliette des esprits* en 65, il poussa dans un registre encore plus délirant son exploration de la psyché, cette fois féminine à travers Giulietta, enfantant les monstres des obsessions et des prémonitions. En 69, le baroque *Satyricon* fut un cauchemar en un vertige d'images-chocs peuplées de personnages caricaturaux hantant la Rome décadente du premier siècle. Qui a oublié ces femmes déifiées par leur obésité, cet hermaphrodite bleuté, ces monstres toutes catégories qui disaient l'outrance et la luxuriance de ses angoisses?

Si plus tard Fellini flirta avec le reportage à travers *Fellini Roma* et *Les Clowns*, il devait offrir encore au monde des bijoux fictifs comme *Amarcord*, où il courtisa l'enfance qui fuit en nous offrant des images magnifiques, parfois lancinantes, scellant le mariage de la poésie et du grotesque.

Même le Vatican a trouvé de bons mots pour le Maestro

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Dès l'annonce de la mort de Federico Fellini les messages de condoléances ont afflué et avec eux les hommages au Maestro.

Ciampi, Mitterrand et Toubon

Le président du conseil italien Carlo Azeglio Ciampi a adressé un message de condoléances à Giulietta Masina. «L'Italie se souvient de Fellini comme l'un de ses grands poètes», écrit notamment M. Ciampi.

François Mitterrand a salué hier la mémoire de Federico Fellini, estimant que les dernières créations du cinéaste italien «sont le symbole même de l'actualité du combat pour la culture».

«Avec Federico Fellini, le monde perd un de ses plus grands créateurs. Parmi les auteurs qui ont marqué l'histoire du cinéma, il fut l'un de ceux qui surent le mieux conjuguer poésie et réalité, esprit critique et compassion», écrit le président français.

«Au-delà de la tristesse que suscite sa disparition, s'imposent le respect et l'admiration pour son œuvre. Ses dernières créations, comme les difficultés qu'il dut surmonter pour les réaliser, sont le symbole même de l'actualité du combat pour la culture», conclut le chef de l'Etat.

Pour Jacques Toubon, ministre français de la Culture, «nous perdons l'un des plus grands réalisateurs de toute l'histoire du cinéma, un de ces artistes rares qui savent donner une dimension universelle à leur monde intérieur et à leurs visions les plus originales».

«Depuis quarante ans nous étions nombreux à attendre avec impatience le prochain Fellini» comme une promesse de bonheur. Le cinéaste savait en effet renouveler l'exploit, étonner ses admirateurs en pays de connaissance tout en leur faisant chaque fois découvrir quelques paysages inconnus», écrit-il.

Radio-Vatican

Radio Vatican a rendu hier un chaleureux hommage à l'œuvre de Federico Fellini, «un monde poétique dont le drame du salut et celui de la solitude étaient les motifs fondamentaux et se rencontraient».

La radio du Saint-Siège, dans une longue émission consacrée à la mort du cinéaste, a donné la parole au critique catholique Enzo Natta: «La matrice spirituelle fellinienne trouve dans le film *La Strada* sa plus complète expression, précisément à travers le message de salut qui en est la base et à travers la grâce qui réussit à l'illuminer».

La critique de Radio-Vatican a encore relevé que «la grâce s'est de plus en plus éloignée» dans les films suivants et qu'a filtré «un sentiment d'insécurité, d'angoisse et de tourment» face au «chaos d'un monde qui n'a plus rien à dire et où le drame de la solitude a prévalu sur celui du salut».

Mais, a remarqué encore le commentateur, après *La Dolce Vita*, «l'attention du cinéaste s'est tournée vers le mystère, coloré des teintes de l'inconscient».

Le cardinal Achille Silvestrini, préfet de la congrégation pour les Eglises orientales et ami personnel de Fellini, a évoqué les conversations qu'il avait eues avec lui, à diverses occasions, et encore récemment à l'hôpital «sur l'homme, sur le sens de la vie», et rappelé la «douceur empreinte de tendresse» du cinéaste. «La grandeur de Fellini, a-t-il ajouté, c'était, outre la grande magie de son art, la finesse des choses simples».

L'hommage des acteurs

De très nombreux acteurs et réalisateurs italiens ont rendu hommage à Federico Fellini, décédé hier à l'hôpi-

tal Umberto Primo de Rome. Voici quelques déclarations des plus importants:

■ Sofia Loren, interrogée depuis New York par l'agence ANSA: «Une grande lumière s'éteint. Et à présent nous sommes tous dans le noir. Le monde sera plus triste sans sa fantaisie. La mort de Fellini est un deuil national».

■ Vittorio Taviani, devant l'hôpital Umberto Primo: «Fellini était le maître. Il était tout le cinéma dans sa grandeur et sa contradiction. Les jeunes devraient voir ses films parce que dans ce monde sans saveur et sans utopie son cinéma était le rêve».

■ Marcello Mastroianni: «Comment faire pour résumer le génie d'un cinéaste et le sentiment de l'amitié sincère qui me liait à lui en une petite phrase, ou pire encore en une anecdote, que maintenant tant de gens me demandent». Mastroianni évoque *Huit et Demi*, dont il est l'acteur principal: «C'est une radiographie singulière d'une conscience tourmentée, d'un homme qui voudrait changer, en premier lieu lui-même et qui n'y arrive pas».

■ Francesco Rosi, interrogé devant la maison de Fellini via Margutta: «Tout ce que je peux vous dire, c'est le vide que laisse un génie comme Fellini, un homme qui a donné à l'Italie son plus grand art».

■ Giorgio Strehler: «Avec Federico Fellini disparaît une des rares voix élevées et dignes qui a su parler de notre pays avec tendresse et humanité, également dans les compromis et dans les contradictions d'une société qui s'écroule chaque jour un peu plus».

■ Monica Vitti: «Je me souviens de l'artiste mais aussi de l'ami imprévisible, plein de fantaisie et d'humour. Tout ce qui se voit dans ses films est le résultat du travail d'une personne riche d'humanité et de valeurs. Aujourd'hui le monde perd un génie et on peut vraiment dire qu'une époque est finie».

■ Vittorio Gassman: «Je ne pouvais absolument pas accepter l'idée que survive comme une plante l'un des hommes qui nous avait appris à vivre, avec ses visions ironiques et ludiques, dans le bien et dans le mal (...) Fellini a toujours vécu dans son monde de poésie, à la recherche d'un contact avec les forces étranges et mystérieuses. Il était très proche du monde des symboles et savait raconter les folies, celles qui sont apparentes et qui sont de grandes sagesse».

Réactions des Romains

Des centaines de Romains ont défilé hier via Margutta, une petite rue étroite dans le centre de Rome où habitait Federico Fellini.

«C'est la maison de Fellini, chuchote une dame, au bras de son mari. Quel malheur», ajoute-t-elle avant de s'éloigner. «Fellini était le plus grand. J'habite le quartier Colli d'Albani (sud-est de Rome) et je suis venu exprès pour cela», explique de son côté Giovanni Tomasini, qui ne cache pas son admiration pour le *maestro*.

La télévision italienne a diffusé hier après-midi des programmes spéciaux consacrés au réalisateur de *Ginger et Fred*, satire féroce de la télévision. *Amarcord* devait être diffusé hier soir par la RAI en hommage à Fellini.

Les journaux télévisés ont conclu leurs éditions par un simple «adio Federico» sur une image de *La Strada*, l'actrice Giulietta Masina s'éloignant au son de la trompette.

La veillée funèbre sera organisée au Studio Cinq de Cinecittà, où Fellini tourna *La Dolce Vita* et bien d'autres films, à annoncé sa famille. Le cercueil sera fermé.

L'office funèbre catholique aura lieu mercredi en la basilique Sainte-Marie-des-Angeles et l'officiant sera le cardinal Achille Silvestrini, dignitaire du Vatican et ami de la famille.



PHOTO AP

Federico Fellini en compagnie de sa femme Giulietta Masina, comédienne et héroïne d'un de ses premiers films *La Strada*. La photo a été prise l'an dernier.

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30
RENSEIGNEMENTS (514) 985-3333
ADMINISTRATION (514) 985-3333

AVIS PUBLICS (514) 985-3344
ANNONCES CLASSÉES (514) 985-3344
PUBLICITÉ (514) 985-3399
NUMÉRO SANS FRAIS 1 800 363-0305

• Extérieur (sans frais) •
1-800-463-7559

DU LUNDI AU VENDREDI
À 7H30 À 16H30
2050, RUE DE BLEURY, 9^e ÉTAGE,
MONTREAL, (QUÉBEC) H3A 3M9

SERVICE DES ABONNEMENTS
Les numéros de téléphone suivants sont valables pour
le service de livraison par camelot et pour les abonnements postaux
Montréal (514) 985-3355